



*Empowered lives.
Resilient nations.*

RAPPORT FINAL EVALUATION A MI – PARCOURS

CPD 2016 – 2020

Outcomes 3:

Public institutions, civil society organisations, and the private sector promote the preservation and development of biodiversity, and the prevention and management of disaster risks.

Par : Seybatou Alpha DJIGO, consultant

Bissau, 26 Novembre 2018

SOMMAIRE

Contents

SOMMAIRE	2
LISTE DES ACRONYMES	3
AGR 3	
RESUME EXECUTIF	4
Introduction	8
I – Contexte	12
<i>Contexte politique et socio – économique :</i>	12
II - Analyse de la situation des effets	13
2.1. Description des effets et des produits qui contribuent à l'effet (Evaluabilité).....	13
2.2. Théorie du changement et Risques et hypothèses (Facteurs externes ayant influencé les progrès vers la réalisation des effets).....	17
III – Effets constatés par l'équipe d'évaluation (Three levels – Outcome – CPD outputs – project outputs)	20
IV - Efficacité du cadre institutionnel de suivi et évaluation	37
V Leçons apprises	37
Les leçons suivantes ont été apprises :	37
CONCLUSIONS	38
RECOMMANDATIONS	39

LISTE DES ACRONYMES

AGR	Activités génératrices de revenu
AP	Aires protégées
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CAIA	Cellule d’Evaluation d’impact environnemental
CC	Changements climatiques
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CPD	Country Program Development
DBT	Complexe Douloumbi – Boé – Tchéché
EIE	Evaluation d’Impact Environnemental
ERN	Environnement et Ressources Naturelles
FBG	Fondation BioGuinée
FEM	Fonds pour l’Environnement Mondial
FRAC	Forum Rural d’Action Climatique
FVC	Fonds Vert Climat
GB	Guinée Bissau
GGOGB	Gouvernement de Guinée Bissau
IBAP	Institut pour la Biodiversité et les Aires Protégées
INM	Institut National de la Météorologie
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PNUD / UNDP	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SEAT	Secrétariat d’Etat à l’Environnement et au Tourisme
SNAP	Système National d’Aires Protégées
SNU	Système des Nations Unies
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNDAF	Cadre des Nations Unies pour l’Aide au Développement

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Les Outputs du CPD.....	Page 9
Tableau 2 : liste des projets PNUD sous UNDAF Outcome 4 et sous CDP Outcome 3.	Page 9
Tableau 3 : Cadre des Résultats du CPD.....	Page 15
Tableau 4 : Budget – Utilisation des ressources 2016.- 2017.....	Page 34
Tableau 5 : Les dépenses Gender en 2017 (Source ROAR 2017)	page 37

RESUME EXECUTIF

1. La Théorie du changement

L'Outcome 3 du CPD s'intitule: " **Public institutions, civil society organizations, and the private sector promote the preservation and development of biodiversity, and the prevention and management of disaster risks.**"

L'atteinte d'un tel effet est conditionné à la mise à niveau des institutions du pays et des autres parties prenantes à la gestion des risques et catastrophes que sont les populations locales, la Société civile ainsi que le Secteur privé. Or, ces conditions sont difficiles à atteindre au regard du contexte éco – climatique du pays qui se caractérise par une grande vulnérabilité aux phénomènes naturels accentuée par les changements climatiques et des difficultés financières.

Toutefois, si :

- ✓ Les institutions nationales en charge de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles disposent des capacités systémiques de formulation de politiques adéquates de gestion de l'environnement, de planification et de programmation qui intègrent toutes la dimension genre ;
- ✓ Les institutions disposent de capacités institutionnelles notamment juridiques (conformité aux conventions et standards internationaux) et financières (accès aux ressources des fonds nationaux et internationaux dédiés à l'environnement) de mise en œuvre des politiques et programmes ainsi élaborés ;
- ✓ Les capacités individuelles et collectives des populations sont renforcées en termes de meilleure compréhension et connaissance des phénomènes et des risques et catastrophes et d'une meilleure formation et organisation pour adapter leurs activités ;
- ✓ Les capacités techniques et organisationnelles des autres partenaires de la société civile (ONG) et du secteur privé sont renforcées pour servir de relais et d'encadrement aux populations ;

Le pays pourra alors disposer des ressources nécessaires lui permettant d'atteindre l'effet escompté. Cependant certains risques peuvent compromettre l'opérationnalisation de la théorie tels que : l'instabilité politique, les ressources financières ; l'insuffisante implication des parties prenantes des autres secteurs notamment productifs ; la faible appropriation les communautés locales bénéficiaires ainsi que la non association des ONG et du Secteur Privé en tant que relais des projets.

Dans la pratique, le développement durable est la gestion de l'interface entre la préservation de l'environnement et le développement socio – économique. Il s'appuie alors sur une démarche intégrée : (i) Une **gouvernance** (institutionnelle et locale) par la planification et la régulation (Outcome 1); (ii) **des parties prenantes** disposant des capacités requises de mise en œuvre ; (iii) **des mesures et actions conservatoires** (préservation) ; (iv) une utilisation rationnelle.(Exploitation économique – Outcome 2)

2 Analyse des Effets

2.1. - Effets escomptés (trois niveaux – effets – produits CPD – produits projets)

L'atteinte de cet effet se mesure à travers les indicateurs d'effets suivants :

- ❖ ***Indicator 3.1: Pourcentage de la population utilisant des techniques et des méthodes adaptées aux changements climatiques, désagrégés par sexe - Baseline: 2015. 1,72% / 2020 Target: 2,5%***

❖ ***Indicateur 3.2: Pourcentage de territoire couvert par les aires protégées - Baseline: 15% / 2020 Target: 26%***

❖ ***Indicateur 3.3 : Pourcentage des institutions nationales utilisant des outils de prévention et gestion des risques et catastrophes naturelles, répondant aux standards internationaux.***

Ce dernier indicateur d'effet a été proposé par l'évaluateur car il est manquant. Or, il est indispensable qu'une masse critique d'institutions nationales disposent des capacités appropriées car répondant aux standards internationaux de gestion de l'environnement et de prévention et gestion des risques et catastrophes.

L'outcome 3 couvre les trois outputs suivants qui indiquent les produits attendus du CPD :

✓ ***Output 3.1. National institutions have the capacity to formulate, plan, and implement environmental and natural resource management policies that are gender sensitive.***

La gestion rationnelle de l'environnement et des ressources naturelles dans une perspective de développement durable suppose le renforcement des capacités des institutions nationales en charge de la gouvernance du secteur à travers des outils appropriés de formulation de politiques, de planification, de programmation, de budgétisation et de mise en œuvre des activités impliquant toutes les catégories sociales et socio – professionnelles.

✓ ***Output 3.2. The populations practice biodiversity preservation and sustainable environmental management techniques.***

Les populations qui sont les principales utilisatrices et en même temps dégradatrices de l'environnement et des ressources naturelles doivent jouer un rôle dans leur préservation par l'amélioration de leurs techniques et technologies de production et de conservation des ressources naturelles.

✓ ***Output 3.3: Les institutions responsables de la gestion des risques et catastrophes disposent de cadres normatifs conformes aux standards internationaux, de mécanismes de coordination fonctionnels et de ressources humaines qualifiées.***

La GB qui a signé des conventions internationales sur la gestion des risques et catastrophes naturelles doit se doter des cadres normatifs, des mécanismes nationaux de coordination des différentes institutions nationales et renforcer ses capacités humaines dans ce domaine.

2.2 . Progrès enregistrés vers la réalisation des effets selon cadre de résultat CPD

Les cibles des trois indicateurs d'effets de l'Outcome 3 du CPD ci – dessous ont été largement analysés à travers les activités des projets et en particulier leurs outputs qui doivent concourir à la réalisation des outputs du CDP qui à leur tour permettent d'atteindre l'effet global attendu.

✓ ***Indicateur 3.1: Pourcentage de la population utilisant des techniques et des méthodes adaptées aux changements climatiques, désagrégés par sexe.***
- Baseline: 2015. 1,72% / 2020 Target: 2,5% -

En 2016 : Pour cet indicateur, des progrès importants ont été notés avec le passage de 1,5 % à 2,2%. représentant 33,000 producteurs des régions de Gabu, Bafata, Cacheu, Quinara, Biombo et Tomboli.

En 2017 : 16.979 producteurs supplémentaires (dont 72,3% de femmes et 27,7% d'hommes) des régions de Bolama / Iles Bijagos, Bafata, Gabu et Biombo se sont ajoutés. (Source : SGP – GEF Annual Report 2017). permettant de se rapprocher encore davantage de la cible qui est en bonne voie d'être atteinte.

✓ ***Indicateur 3.2: Pourcentage de territoire couvert par les aires protégées***

- Baseline: 15% / 2020 Target: 26% -

En 2016 : 5 nouvelles aires protégées regroupées dans le Complexe Doulombi – Boé – Tchéché (DBT) et comprenant 2 parcs nationaux et 3 corridors se sont ajoutées aux 5 précédentes portant ainsi le nombre à 11 AP pour un taux de couverture de 26,3 %. La cible a donc été atteinte en nombre et en pourcentage. Il reste à en assurer la durabilité financière.

✓ ***Indicateur 3.3 : Pourcentage des institutions nationales utilisant des outils de de prévention et gestion des risques et catastrophes naturelles, répondant aux standards internationaux.***

Cet indicateur est proposé par le consultant pour combler le vide existant par rapport aux outputs CPD portant sur les institutions et pourtant déjà identifiés. Les données fournies par lesdits outputs en rapport avec les outputs des projets font état d'une évolution moyenne, malgré les efforts déjà fournis précédemment ; car les principales institutions visées telles que la météo et la protection civile rencontrent des difficultés de financement.

3. - Efficacité du cadre institutionnel de suivi et évaluation

Il se caractérise par une certaine faiblesse en l'absence d'un cadre institutionnel formel au niveau du GOGB, (à l'instar de l'ancienne GAPLA) ; mais aussi par un déficit en ressources humaines dédiées à cette tâche au niveau du Bureau pays au regard des nombreux projets à prendre en charge. Le suivi – évaluation par le Gouvernement se résume souvent aux seuls rapports produits par le projet à côté des tournées de suivi par les institutions publiques financées par le projet, donc dont l'objectivité est discutable.

4- Leçons apprises :

L'évaluation a permis de mettre en évidence certaines leçons apprises dans divers domaines. Ainsi : (i) **Au plan stratégique** : On note : (i) La faible durée de vie actuelle des projets (4 ans au plus.) au regard des exigences du secteur qui s'inscrivent dans le long terme (10 ans en moyenne) (ii) L'insuffisante prise en charge des activités de développement communautaire qui conditionnent pourtant l'implication des populations dans les activités de conservation ; (iii) Une certaine ambiguïté dans l'utilisation des termes « outcome » et « output » tant à l'échelle du programme que du projet ; (iv) La plus grande motivation des communautés pour les activités de résilience aux CC que celles de conservation dont la rentabilité n'est pas toujours perçue par elles. (ii) **Au plan opérationnel** : L'efficacité est plus grande lorsque les activités portent sur l'amélioration des activités habituelles que sur les innovations qui sont moins appropriées ; (iii) **Au plan de la durabilité** : Le Secteur privé est insuffisamment pris en compte alors qu'il a un rôle essentiel à jouer ; les ONG doivent être aussi mieux impliqués pour leur rôle relais des projets.

CONCLUSIONS

L'analyse des critères d'évaluation de l'intervention du PNUD fait ressortir les éléments suivants :

(i) La Pertinence : L'intervention du PNUD est pertinente avec un score de 3 / 4 car : elle est alignée sur les politiques et stratégies nationales et sectorielles du pays; elle est généralement conforme aux besoins et aspirations des populations, aux préoccupations de la Société Civile (ONG), même si elle prend faiblement en compte le Secteur privé. **(ii) L'Efficacité** : Elle est assurée avec un score de 3 / 4 car l'essentiel des outputs du CPD sont en cours de réalisation ou déjà atteints. A titre d'illustration, les deux principaux effets du CPD sont déjà atteints ou en bonne voie, avec le pourcentage de couverture du territoire en aires protégées de 15 à 26, 3% déjà atteint, tandis que le pourcentage de populations utilisant

des techniques de conservation de la biodiversité est en bonne voie. (iii) **L'efficience** de l'intervention du PNUD est moyenne. Elle est estimée à 2 / 4 en raison de certains dysfonctionnements liés à : les longues procédures de mobilisation des fonds ; certains choix technologiques peu porteurs car faiblement appropriés et répliqués par rapport à leurs coûts (cas du biogaz) ; un large dépassement budgétaire inexplicable en 2017. (iv) La **Durabilité** : Elle se situe dans l'ordre de 2 / 4 au regard des éléments d'appréciation ci – dessous : (a) **Au niveau financier** : elle est encore faible, en l'absence d'un financement pérenne ; (b) **Au plan institutionnel, législatif et réglementaire** : elle est bien assurée avec les activités de renforcement des capacités (cadres et mécanismes, textes, etc) ; (c) **Dans le domaine Technique et technologique** : elle est assez satisfaisante avec les nombreuses formations appliquées dans la production et la conservation traditionnelles, à l'inverse des innovations technologiques moins appropriées en raison d'une faible durée d'incubation et de l'absence de mesures appropriées d'accompagnement ; (d) **Au plan socio – culturel et du genre** : La durabilité fondée sur l'appropriation reste très aléatoire malgré les progrès, en raison des fluctuations de comportements possibles ; (e) **Au plan socio – économique** : les entretiens avec les communautés locales font percevoir une faible durabilité du fait de l'insuffisante appropriation des activités de conservation par les communautés riveraines des AP. En effet, les alternatives fournies par le projet Micro – FEM sont encore insuffisantes à compenser les « pertes » qui résultent des restrictions liées à la conservation.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations sont formulées pour améliorer la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité des effets du CPD. (i) **Au plan conceptuel et stratégique** : il faut envisager l'articulation étroite entre les activités de conservation et de production ; le renforcement de la formation comme outil stratégique de durabilité ; une responsabilisation des ONG pour assurer l'accompagnement et la relève. (ii) **Au niveau institutionnel et organisationnel** : il faut assurer : la formalisation et la dynamisation des organisations communautaires de base et leur mise en réseau ; le renforcement du pouvoir de représentation des femmes ; le développement de programmes conjoints entre institutions de l'Etat ; la promotion du Partenariat Public – Privé. (iii) **Dans le domaine technique et technologique** : Il s'agit d'assurer : La modélisation des approches efficaces et des bonnes pratiques pour une mise à l'échelle ; le renforcement des capacités locales dans les domaines d'innovation ; la mise en place d'un système d'homologation des normes techniques d'exploitation avec la recherche ; l'articulation opérationnelle et complémentaire entre les forêts communautaires et les AP ; l'aménagement et la cogestion des forêts communautaires autour des AP pour réduire la pression ; l'aménagement pastoral pour réduire la compétition avec la faune sauvage des AP. (iv) **Au plan financier** : Il faut assurer la pérennité du financement, par : la fiscalisation propre aux AP ; la péréquation avec les secteurs productifs bénéficiant des AP (Pêche, Tourisme, Transports, Communications, etc.) ; la levée des fonds traditionnels trust funds ; le paiement de services d'écosystème compatibles avec la conservation ; la bancarisation de la Fondation Bioguinée avec la mise en place d'un « Fonds de Garantie de la Conservation » . (v) **Au niveau psycho - sociologique** : il faut combiner les approches communautaire, collective et individuelle suivant une démarche progressive vers la formalisation, l'autonomisation des populations et la professionnalisation des producteurs. (vi) **Dans le domaine socio – économique** : il faut développer les Approches filière et chaîne de valeur dans le cadre des principales activités de production / conservation pour développer des AGR liées à la conservation. (vii) **Au plan information éducation et communication** : il faut mettre en place : un plan et un programme IEC afin de diffuser des bonnes pratiques ; un programme de promotion de femmes entrepreneures championnes en concertation avec ONUFEMMES

Introduction

Contexte général de l'évaluation

La Guinée Bissau se caractérise par une instabilité politique relative (avec une certaine accalmie depuis quelques temps) qui se traduit par une fragilité institutionnelle, le manque de ressources, la déstructuration de l'économie et la dégradation continue de l'environnement et des ressources naturelles accentuée par les changements climatiques auxquelles le pays est très vulnérable. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'intervention du PNUD à travers notamment son cadre de coopération avec le GOGB qu'est le CPD qui s'appuie sur l'UNDAF qui est le cadre général de coopération du pays avec le SNU, ainsi que le Plan Stratégique (2014 -2017) et surtout le document de stratégie de développement du pays qui est le TERRA RANKA (2015 – 25) qui est le référentiel du pays.

Objectifs et résultats attendus

L'évaluation à mi – parcours 2016 – 2017 a pour objectif principal de mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du CPD 2016 – 2020 dans le domaine spécifique du Développement Durable à travers l'Outcome 3. Cette évaluation a aussi pour fonction importante de « rendre compte » aux parties prenantes nationales du pays et à ses partenaires des résultats obtenus, dans le secteur, en prenant en compte la dimension genre. Par ailleurs, elle permet de déterminer l'atteinte des critères ci – après : (i) la pertinence de l'intervention en rapport avec le contexte, les objectifs et priorités du pays ; (ii) l'efficacité dans l'atteinte des résultats attendus ; (iii) l'efficience en rapport avec les rapports coûts / avantages de l'intervention ; (iv) la durabilité avec la pérennisation des résultats obtenus. Elle met en outre en exergue les leçons apprises et les recommandations pour l'atteinte des résultats finaux de l'Outcome.

L'évaluation est menée conformément aux directives du PNUD en matière d'évaluation (UNDP guidance on outcome-level evaluation, UNDP PME Handbook, UNDG Result-Based Management Handbook).

L'Outcome à évaluer est L'Outcome 4 de l'UNDAF qui correspond dans le CPD à l'Outcome 3 intitulé *"Public institutions, civil society organizations, and the private sector promote the preservation and development of biodiversity, and the prevention and management of disaster risks"*.

L'évaluation s'appuie sur les projets et programmes de développement durable appuyés par le PNUD dans la période considérée.

Le tableau ci – dessous fournit des détails sur les outputs de l'Outcome 3 du CPD ainsi que les rôles et activités attendus de la contribution du PNUD dans la mesure où le PNUD est certes partie prenante principale dans l'atteinte des effets de l'Outcome, mais n'est pas la seule organisation à y participer.

Tableau 1 : Les Outputs du CPD

Output Nr	CPD Outputs	UNDP role and key action	Coverage
3.1	<i>National institutions have the capacity to formulate, plan, and implement environmental and natural resource management policies that are gender sensitive</i>	Capacity development support and training including to planning units. Establishment of an institutional task force.	Central
3.2.	<i>The population practice biodiversity preservation and sustainable environmental management techniques</i>	Technical and financial assistance to PA in legal, political, institutional and financial capacity through sensibilization and training.	Gabu
3.3	<i>The institutions responsible for managing risks and disasters have normative frameworks that comply with international standards, functional coordination mechanisms, and skilled human resources.</i>	Financial and technical support for capacity development to institutions related to risks and disaster management and coordination through provision of tools and methods	Central

L'évaluation de la contribution du PNUD a été faite à travers l'analyse de la mise en œuvre des 4 projets ci – dessous dont les outputs doivent contribuer à la réalisation des outputs du CDP.

Tableau 2 : liste des projets PNUD sous UNDAF Outcome 4 et sous CDP Outcome 3.

Title and output	Initially Planned Budget	Period	Expected results	Partners
Strengthening adaptive capacity and resilience to CC in the Agrarian and water resources sectors	4,200,000	2011-2015	1. CC risks and adaptation measures integrated into key national policies, plans and programmes for water, agriculture and livestock management 2. Small and medium scale CC adaptation practices for water agriculture and livestock management are demonstrated and implemented in the selected region 3. Lessons learned and best practices from pilot activities, capacity development initiatives and policy change are disseminated.	DGA, DGMM, DGRH, MADR SEADD, Min. of Plan,, DGE, Institute for Women and Children, Local government, Gabu reg. office, Aprodel, Divutec, ADIC-Nafaya, CREPA
Strengthening civil and political capacity and commitment in natural resource management	1,560,100	02.2014 – 12.2015	1. Political decision makers at national and regional level as well as managers, have the scientific, legal and commercial skills and knowledge linked to the sustainable management of natural resources. 2. Institutions in charge of the natural and renewable and non-renewable resource management – CAIA, SEAT, DGFF, DGGM, DGRH, SEPRH- have a mechanism for intersectoral coordination and basic tools for improved decision making.	DGA, SEMA, GT, CAIA, DGFF, DGGM, DGRH, ANP et commission spécialisée

			<p>3. Local communities gain information and knowledge on sustainable management of natural resources</p> <p>4. A national platform for the promotion of sustainable management of natural resources is functional.</p>	
Strengthening the financial and operational framework of the PA national system in GB	18,989,677	2015 – 2018	<p>1. The financial framework of the national PA system is strengthened</p> <p>2. The management effectiveness of the CNP and its buffer zone is strengthened.</p>	IBAP, CAIA, DGFF, (FBG), NGOs /CBOs, International funding partners, Conservation Finance Alliance (CFA) and the Consortium of African Funds for the Environment (CAFE)
Support to the Consolidation of a Protected Area System in Guinea-Bissau's Forest Belt	4,400,000	2008-2016	<p>1. Immediate threats to terrestrial ecosystems mitigated through the effective expansion and management of PAs in the forest belt region</p> <p>2. Improved systemic and institutional capacity of key PA management stakeholders provides the enabling framework for establishing and managing a more representative PA network.</p> <p>3. Participatory conservation management approaches in the DBT Complex are implemented.</p>	IBAP, MADR, CAIA, Min. Public Works, Min. Transport, Min. Territorial Admin. Min. of Labour, Min. Tourism, Secretariat of state for environment (SEMA), Min. of fisheries, Min. of interior

La méthodologie

L'approche participative et interactive a été privilégiée au cours de l'évaluation pour favoriser des entretiens directs avec les différentes parties prenantes. Au contact des institutions, des entretiens semi – directs ont été menés. Au niveau des communautés locales, des focus groupes ont été développés auprès des différents groupes ainsi que des visites de sites pour une observation directe méthodique.

Elle s'est déroulée en quatre phases :

(i) **Une phase préparatoire** : caractérisée par une analyse documentaire (des divers documents relatifs aux projets et au programme CPD) et l'élaboration des outils d'investigation dont un guide d'entretien et l'élaboration et la soumission du Rapport de Démarrage (Inception Report)

(ii) **Une phase d'exécution** : qui s'est traduite par : (i) des entretiens auprès des institutions nationales, des ONG nationales, du Bureau du PNUD, des agences du Système des Nations Unies impliquées sur les questions environnementales, certains Partenaires Techniques et Financiers, etc. ; (ii) ; des entretiens avec les partenaires locaux, les communautés (catégories sociales et socio – professionnelles) et des visites de sites caractéristiques de l'intervention du PNUD dans les régions de Gabu, Bafata, Cachéu au contact des communautés locales, avec l'utilisation d'outils d'approche participative comme les méthodes ZOPP, PESTEL et FOCUS Group.

(iii) **Une phase de traitement des données** recueillies par des méthodes qualitatives et quantitatives comme les méthodes SWOT et du Cadre Logique.

(iv) **Une phase de restitution** : avec la production du rapport d'évaluation et sa restitution auprès des parties prenantes.

L'équipe de consultants a pu bénéficier de l'appui technique et matériel du Bureau pays du PNUD ainsi que des divers partenaires : le GOGB et ses institutions publiques, les ONG, les projets en cours, les PTF, les autres institutions du SNU ainsi que les communautés de base pour bien effectuer la mission. Le rapport de mission a été structuré selon les directives du PNUD en matière d'évaluation.

Contraintes et limites de l'Evaluation

Les principales contraintes sont liées à l'indisponibilité de données relatives aux projets déjà clôturés mais dont les documents d'évaluation sont encore indisponibles ou encore aux données non encore disponibles auprès de certaines institutions nationales comme la Météo et la Protection civile. D'autres limites sont relatives au temps perdu durant la première semaine d'évaluation réduisant ainsi le temps consacré au terrain, dans les villages. Il faut aussi noter l'indisponibilité de certains services techniques qu'il n'a pas été possible de rencontrer, malgré les efforts de l'évaluateur.

La Structure du Rapport : Le canevas suivant a été appliqué.

Introduction

- Evaluation context
- Evaluation scope and objectives
- Methodological approach
- Evaluation constraints and limitation
- Evaluation report structure

I. National context

II. Analysis of the outcome (baseline CPD/UNDAF)

- Description of the outcomes and outputs that contribute to the outcome (evaluability)
- Theory of change and risks and hypotheses (external factors having influenced progress towards the outcome)

III. Evaluation Outcome findings

III.1 – Expected outcomes (three levels – Outcome – CPD outputs – project outputs)

UNDP contribution towards the Outcome

- Relevance of the outcome
- Degree of achievement of the outcome as per CPD results (risks and hypotheses)

- Relevance of the interventions and strategic positioning
- Effectiveness of the interventions
- Partnership strategy
- Efficiency
- Strategy for resource mobilization
- Sustainability
- Gender equality and Human Rights

III.2 – Unexpected outcomes (not caused by UNDP but linked to outcome 1)

- Outcome observed (description, evidence, factors – contribution analysis)
- Relative importance of unexpected outcomes and links to UNDP interventions
- Lessons learnt (partnership, inclusiveness, etc.)

IV. Effectiveness of the institutional framework for monitoring and evaluation

V. Lessons learnt, conclusions and recommendations

Annexes:

- TOR
- Interview guide
- Bibliography
- List of respondents
- Mission agenda
- Power point presentation (debriefing on preliminary findings)
- Inception report

I – Contexte

Contexte politique et socio – économique :

L'évaluation du présent CPD (2016-2020) se déroule dans une période d'instabilité politique marquée par la succession de plusieurs gouvernements et ses conséquences telles que la grande fragilité des institutions, l'absence de ressources, la démotivation des personnels, la dégradation continue et accrue de l'environnement et des ressources naturelles en dehors des Aires Protégées, la déstructuration de l'économie. Ainsi, le taux de croissance actuel du pays est le plus faible de la sous – région UEMOA en 2017 (5,9% sur une moyenne de 6,5% selon le rapport annuel de l'UEMOA). Cela résulte de sa quasi dépendance à la monoculture de rente de la noix de cajou dont la production se dégrade en raison notamment du faible renouvellement des plantations et des changements climatiques. Le pays est considéré comme l'un des plus pauvres au monde avec un taux de pauvreté multidimensionnel de 56% selon le MICS rapport 2016).

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'intervention du PNUD (à travers le CPD) qui joue ainsi un rôle leader tant en qualité de conseiller que de bailleur dans des domaines de base aussi essentiels que la gouvernance politique, la relance de l'économie et la préservation de l'environnement qui sont la base du développement social et économique durable du pays.

Cette intervention du PNUD s’aligne sur : (i) l’UNDAF qui est le Cadre de Coopération du SNU ; (ii) le Plan Stratégique du PNUD et surtout le document de stratégie de développement du pays intitulé : TERRA RANKA qui s’inscrit sur une vision à long terme (2015 – 25) « Sol Na Yardi »

Cette nouvelle vision et stratégie de développement sur 10 ans a pour finalité de déboucher sur:

- ✓ Le renforcement de la stabilité politique
- ✓ Le développement économique durable inclusif
- ✓ La bonne gouvernance
- ✓ La préservation de la biodiversité

La réalisation de la vision TERRA RANKA suppose la gestion durable de l’environnement et des ressources naturelles.

Contexte environnemental et du développement durable

La GB se situe aux confins du climat sahélien et du climat sub – guinéen. Il dispose en plus d’une large bande littorale. Le pays présente ainsi divers profils éco- géographiques et éco – climatiques qui en font un haut lieu de biodiversité qu’il faut nécessairement préserver. Le capital naturel ainsi que la biodiversité constituent en effet les ressources de base du développement de tout pays. Le capital naturel porte en effet sur l’environnement et les diverses ressources naturelles que sont le climat, les sols, les mines, etc ; tandis que la biodiversité est une source de richesses biologiques et écologiques portant sur les diverses ressources animales (terrestres et marines) et végétales. Ces ressources naturelles sont la base productive de l’économie du pays qui est fondée essentiellement sur l’agriculture et la pêche, à côté d’autres secteurs comme les mines et le tourisme balnéaire notamment qui sont autant de domaines fortement dépendants de l’environnement et des ressources naturelles. La préservation et la gestion rationnelle et durable de ces ressources sont donc la garantie d’un développement humain et économique soutenu et durable du pays qui est l’une des priorités de TERRA RANKA.

II - Analyse de la situation des effets

2.1. DESCRIPTION DES EFFETS ET DES PRODUITS QUI CONTRIBUENT A L’EFFET (EVALUABILITE)

L’Outcome 3 du CPD se mesure à travers 2 indicateurs d’effets (3.1 et 2.2) auxquels l’évaluateur a ajouté un troisième (3.3) pour couvrir les effets relatifs à la contribution des institutions nationales à la gestion des risques et catastrophes. Il s’articule autour de 3 outputs qui portent respectivement sur le taux de conservation de la biodiversité, le niveau de capacitation de la population dans l’utilisation des techniques et méthodes d’adaptation aux CC et la masse critique d’institutions capables de gérer les risques et catastrophes naturelles suivant les standards internationaux.

2.2.1. - Effets escomptés (trois niveaux – effets – produits CPD – produits projets)

L’atteinte de cet effet se mesure à travers les indicateurs d’effet suivants :

- ***Indicateur 4.1: Pourcentage de la population utilisant des techniques et des méthodes adaptées aux changements climatiques, désagrégés par sexe*** - Baseline: 2015. 1,72% / 2020 Target: 2,5%

- **Indicator 4.2: Pourcentage de territoire couvert par les aires protégées** (Baseline: 15% / 2020 Target: 26%)

L'outcome 3 couvre les trois outputs suivants qui indiquent les produits attendus du CPD ; lesquels doivent contribuer à la production des effets globaux attendus du CPD.

- **Output 3.1. National institutions have the capacity to formulate, plan, and implement environmental and natural resource management policies that are gender sensitive.**

La gestion rationnelle de l'environnement et des ressources naturelles dans une perspective de développement durable suppose le renforcement des capacités des institutions nationales en charge de la gouvernance du secteur à travers des outils appropriés de formulation de politiques, de planification, de programmation, de budgétisation et de mise en œuvre des activités impliquant toutes les catégories sociales et socio – professionnelles.

- **Output 3.2. The populations practice biodiversity preservation and sustainable environmental management techniques.**

Les populations qui sont les principales utilisatrices et en même temps dégradatrices de l'environnement et des RN doivent jouer un rôle dans leur préservation. Il est donc essentiel d'améliorer leurs techniques et technologies de production et d'exploitation pour une meilleure implication dans la conservation de la biodiversité et la gestion durable de l'ERN.

- **Output 3.3: The institutions responsible for managing risks and disasters have normative frameworks that comply with international standards, functional coordinating mechanisms, and skilled human resources.**

La gestion des risques et catastrophes naturelles obéit à des normes internationales GB a signé des conventions internationales, s'inscrit dans des cadres normatifs et obéit à des mécanismes nationaux de coordination des différentes institutions nationales et appelle le renforcement des capacités des ressources humaines des institutions qui en ont la charge. (0 – 4).

Le tableau ci – dessous présente en détail le Cadre des Résultats du CPD, c'est-à-dire l'articulation entre l'Effet CPD et ses indicateurs d'effets ainsi que les outputs CPD et leurs indicateurs de produits.

Tableau 2 : Cadre Des Résultats du CPD

National priority or goal: <i>Ensure sustainable management of natural capital and preserve biodiversity</i>				
UNDAF outcome involving UNDP No. 4: Public institutions, civil society organizations, and the private sector promote the preservation and development of biodiversity, and the prevention and management of disaster risks.				
Related strategic plan outcome 5: Countries are able to reduce the likelihood of conflict and lower the risk of natural disasters, including from climate change.				
Indicator 4.1 Percentage of the population using techniques and methods	Annual report of the Department of the Environment Annual report of the Institute for	Output 3.1. National institutions have the capacity to formulate, plan, and implement environmental and natural resource management policies that are gender sensitive. * Indicator 3.1.1. No. of national entities with functional capacities in formulating, planning, and implementing	National institutions: Secretary of State of Environment	Regular resources 1,000 Other resources Available:

<p>adapted to climate change, disaggregated by sex</p> <p><i>Baseline:</i> 1,72%</p> <p><i>2020 target:</i> 2,5%</p> <p>Indicator 4.2 Percentage of territory covered by protected areas</p> <p><i>Baseline:</i> 15%</p> <p><i>2020 target:</i> 26%</p>	<p>Biodiversity and Protected Areas (IBAP)</p>	<p>sustainable natural resource and environmental management policies</p> <p><i>Baseline data:</i> 1 / <i>Target:</i> 13</p> <p><i>Source of data:</i> Department of the Environment and other targeted entities</p> <p>* Indicator 3.1.2. No. of new protected areas created</p> <p><i>Baseline data:</i> 6 / <i>Target:</i> 11</p> <p><i>Source of data:</i> IBAP</p> <p>* Indicator 3.1.3. Extent to which policy frameworks sensitive to climate change and its impacts are in place (rating scale 0-4)</p> <p><i>Baseline:</i> 1.1: 3 / <i>Target:</i> 1.1: 4</p> <p><i>Source of data:</i> Government Operational Plan reports</p>	<p>Ministry of Mineral Resources IBAP</p> <p><i>United Nations system:</i> FAO</p> <p>United Nations Environment Programme UNIDO</p> <p><i>Int'l institutions:</i> European Union International Union for Conservation of Nature National non-governmental org's</p>	<p>To be sought: 5,000</p> <p>Total: 6,000</p>
		<p>Output 3.2. The populations practice biodiversity preservation and sustainable environmental management techniques.</p> <p>* Indicator 3.2.1. No. of communities that have adopted community-based, sustainable natural resource management methods that generate jobs and income</p> <p><i>Baseline data:</i> 50</p> <p><i>Target:</i> 300</p> <p><i>Source of data:</i> IBAP</p> <p>* Indicator 3.2.2. No. of regions/sectors with operational networks, including women's networks, to disseminate innovative, appropriate technologies on climate-adapted methods for agriculture, forestry, cattle-raising, and fishing.</p> <p><i>Baseline data:</i> 1; <i>Target:</i> 5</p> <p><i>Source of data:</i> Ministries concerned</p> <p>* Indicator 3.2.3. No. of people skilled in implementing innovative and appropriate technologies on climate-adapted methods for agriculture, forestry, cattle raising, and fishing, disaggregated by sex</p> <p><i>Baseline men:</i> 5,000</p> <p><i>Baseline women:</i> 20,000</p> <p><i>Target men:</i> 10,000</p> <p><i>Target women:</i> 40,000</p> <p><i>Source of data:</i> Department of the Environment/Ministry of Agriculture</p> <p>* Indicator 3.2.4. No. of households in the Gabu, Quinara and Cachéu regions, with increased access to renewable energy</p> <p><i>Baseline data:</i> 1,125</p> <p><i>Target:</i> 2,000</p> <p><i>Source of data:</i> Ministry of Energy</p> <p>* Indicator 3.2.5. Percentage of protected areas managed sustainably (technically and financially)</p> <p><i>Baseline data:</i> 0%</p> <p><i>Target:</i> 50%</p> <p><i>Source of data:</i> IBAP</p>		<p>Regular resources 1,000</p> <p>Other resources Available: 2,000</p> <p>To be sought: 3000</p> <p>Total: 6,000</p>

		<p>Output 3.3. The institutions responsible for managing risks and disasters have normative frameworks that comply with international standards, functional coordinating mechanisms, and skilled human resources.</p> <p>* Indicator 3.3.1. No. of people benefiting from meteorological monitoring and early warning system <i>Baseline data: 802,000 / Target: 1,445,000</i> <i>Source of data:</i> National weather and civil protection agency</p> <p>* Indicator 3.3.2. Extent to which policies and action plans that meet international standards for risks and disaster management are being implemented (rating scale 0-4) <i>Baseline data: 3 / Target: 4</i> <i>Source of data:</i> National Civil Protection Agency</p> <p>* Indicator 3.3.3. Number of people affected by natural disaster <i>Baseline data: 3,700 / Target: 740</i> <i>Source of data:</i> National Civil Protection Agency</p>	<p>Regular resources</p> <p>878</p> <p>Other resources</p> <p>Available:</p> <p>To be sought: 5,000</p> <p>Total: 5,878</p>
--	--	---	--

Evaluabilité : Présentation et discussion de l’Outcome 3

La GB présente divers profils éco- géographiques et éco – climatiques qui en font un haut lieu de biodiversité qu’il faut nécessairement préserver. En effet, les ressources naturelles dont dispose le pays sont la base productive de l’économie. La préservation et la gestion rationnelle et durable de ces ressources sont donc la garantie d’un développement humain et économique soutenu et durable du pays qui est l’une des priorités de TERRA RANKA.

L’Outcome 3 du CPD intitulé: “**Public institutions, civil society organizations, and the private sector promote the preservation and development of biodiversity, and the prevention and management of disaster risks**” s’inscrit dans cette perspective. Il vise la prise en charge de la problématique de gestion durable de l’environnement et des ressources naturelles dans une perspective de développement durable (préservation et valorisation de la biodiversité ; gestion des changements climatiques ; prévention et gestion des risques et catastrophes naturelles). L’approche consiste dans le renforcement des capacités systémiques, institutionnelles, individuelles et collectives des diverses parties prenantes que sont les institutions publiques, la société civile, le secteur privé et les populations.

Dans l’absolu, l’atteinte d’un tel effet est très ambitieuse, parce qu’elle s’inscrit dans le long terme, bien au – delà de la période de 4 ans (2016 – 2020) du CPD. En effet, le secteur considéré est complexe car le développement durable vise l’articulation étroite entre les questions d’environnement et de développement. Or, dans le contexte actuel, même au niveau mondial, il y a toujours une dichotomie entre environnement et économie, entre conservation et production /exploitation. Par ailleurs, l’intégration de la dimension environnement dans les politiques économiques à travers la prise en charge de la transversalité de la biodiversité reste encore à réaliser, malgré les efforts louables établis dans le cadre des 3 conventions de RIO notamment. Enfin, il s’agit d’un processus itératif, répétitif du fait de l’évolution démographique, de la persistance des changements climatiques et de la nécessaire mise à niveau des institutions vis-à-vis de l’évolution des normes et standards internationaux. Dès lors, les changements d’attitude et de comportements attendus au niveau individuel et collectif (au niveau des institutions publiques, de la société civile et du secteur privé), autant que les évolutions /

transformations au niveau communautaire exigent une période d'incubation, d'appropriation et de réplication relativement longue pour être représentative à l'échelle nationale et durable.

Toutefois, si l'on s'en tient aux données fournies par les rapports (PIR, Rapports d'évaluation et finaux des projets) et si l'on considère les activités mises en œuvre et les progrès susceptibles d'être réalisés vers l'atteinte du résultat final, l'effet peut être considéré comme évaluable sur la période 2016 – 2017. En effet, les baselines sont bien définies (pour autant que l'on puisse s'y fier en l'absence de moyens de vérification) et les cibles semblent assez accessibles avec des écarts assez proches des baselines.

Cette évaluabilité est fondée sur les indicateurs d'effets et de produits proposés qui permettent de mesurer l'atteinte ou les progrès vers les résultats attendus. Ainsi :

- L'indicateur d'effet 3.1. « **Percentage of the population using techniques and methods adapted to climate change, disaggregated by sex (Pourcentage de la population utilisant des techniques et des méthodes adaptées aux changements climatiques, désagrégés par sexe)** ». (baseline : 1,72% / 2020 target: 2,5%) est mesurable en rapport avec le nombre de producteurs hommes et femmes ayant bénéficié d'un renforcement de capacités dans ce domaine rapporté à la population générale.
- L'indicateur d'effet 3.2. « **Percentage of territory covered by protected areas (Pourcentage de territoire couvert par des aires protégées)** » (Baseline: 15% / 2020 target: 26%) est mesurable à partir du nombre d'aires protégées nouvelles créées dont la superficie est rapportée à celle du territoire national. Les produits des projets d'appui au SNAP permettent d'en déterminer le niveau d'atteinte.

Il faut cependant noter l'absence d'un indicateur d'effet relatif à la contribution des institutions nationales en charge de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles et à la prévention des risques et catastrophes naturelles. L'évaluateur en a donc suggéré un ainsi intitulé ci – dessous :

- **L'Indicateur 3.3 : Pourcentage des institutions nationales utilisant des outils de prévention et gestion des risques et catastrophes naturelles, répondant aux standards internationaux.**

Cet indicateur d'effet est donc manquant. Or, il est indispensable qu'une masse critique d'institutions nationales disposent des capacités appropriées car répondant aux standards internationaux de gestion de l'environnement et de prévention et gestion des risques et catastrophes. Cet indicateur d'effet viendrait ainsi couvrir la série d'outputs relatifs aux institutions :

Les outputs du CPD sont aussi mesurables en rapport avec leurs indicateurs spécifiques, lesquels se rapportent aux outputs des projets en cours d'activité dans la période considérée 2016 – 2017.

2.2. THEORIE DU CHANGEMENT ET RISQUES ET HYPOTHESES (FACTEURS EXTERNES AYANT INFLUENCE LES PROGRES VERS LA REALISATION DES EFFETS)

La théorie du changement de l'Outcome 3 déjà exprimée dans l'Inception Report est déclinée suivant 3 niveaux complémentaires : (i) une approche théorique (conceptuelle), (ii) une approche méthodologique et (iii) une approche pratique.

2.2.1. Approche théorique (conceptuelle)

L'Outcome 3 du CPD s'intitule : : **Public institutions, civil society organizations, and the private sector promote the preservation and development of biodiversity, and the prevention and management of disaster risks**

- **Hypothèses :**

L'atteinte d'un tel effet qui se fonde sur la réalisation des produits envisagés est conditionnée à la mise à niveau des institutions du pays et des autres parties prenantes à la gestion des risques et catastrophes que sont les populations locales, la Société civile ainsi que le Secteur privé.

Or, ces conditions sont difficiles à atteindre au regard du contexte actuel.

TOUTEFOIS, SI :

- Les institutions nationales en charge de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles disposent des capacités systémiques de formulation de politiques adéquates de gestion de l'environnement, de planification et de programmation qui intègrent toutes la dimension genre et des changements climatiques ;
- Les institutions disposent de capacités institutionnelles notamment juridiques (conformité aux conventions et standards internationaux) ; financières (accès aux ressources des fonds nationaux et internationaux dédiés à l'environnement) et opérationnelles (capacité de prévention et réponse aux aléas/risques climatiques et des menaces sur les ressources naturelles) de mise en œuvre des politiques et programmes ainsi élaborés ;
- Les populations disposent de connaissances et compétences pour développer et mettre en place des dispositifs de prévention et gestion de risques climatiques et de catastrophes naturelles, ainsi que d'appliquer des innovations technologiques plus appropriées et résilientes aux changements climatiques dans leurs activités économiques ;
- Les capacités techniques et organisationnelles des autres partenaires de la société civile (ONG) et du secteur privé ont de capacité et assurent le relais et l'encadrement des populations ;

ALORS, le pays pourra avoir des institutions nationales et des populations, incluant les plus vulnérables, promouvant des mesures contribuant à la conservation de la biodiversité, la gestion des risques climatiques et le renforcement de la résilience des communautés aux effets des changements climatiques grâce à l'implémentation des interventions envisagées dans le CPD et à l'implication des autres partenaires du développement de la GB.

- **Risques**

L'essentiel des risques d'atteinte des effets du CPD est lié à : (i) l'instabilité politique et ses conséquences sur la fragilité des institutions en charge de la gestion et du développement du secteur ; (ii) l'absence ou l'insuffisance de ressources financières pour la poursuite et la finalisation des produits entamés, mais aussi et surtout leur homologation et leur mise à l'échelle ; (iii) la faible ou l'insuffisante implication des parties prenantes des autres secteurs notamment productifs sur la prise en charge des questions environnementales (interface conservation – production) ; (iv) la faible appropriation des programmes et des actions par les communautés locales bénéficiaires ainsi que la non association des ONG, des Associations Communautaires de Base et du Secteur Privé en tant que relais des projets.

2.2.2. Approche méthodologique

Il est essentiel de définir une approche et d'élaborer des outils méthodologiques pour permettre d'opérationnaliser la théorie du changement.

- L'approche doit être fondée sur l'articulation entre les activités de conservation et celles de production de manière à garantir la réalisation de chacune des activités, sans compétition ; voire même parfois dans le cadre d'une intégration ;
- L'outil principal doit être l'élaboration et le testage de modèles d'intégration conservation – production dans les principales filières et chaînes de valeur.

2.2.3. Approche pratique

Sur le principe : le développement durable est la gestion de l'interface entre la préservation de l'environnement et le développement socio – économique.

La mise en pratique de la théorie du changement suppose :

- Une **gouvernance** (institutionnelle et locale) par la planification en rapport avec les potentialités des ressources et la régulation (législation, suivi – contrôle - évaluation), conditions d'une gestion rationnelle ; (Outcome 1) ;
- **Des parties prenantes** disposant des capacités requises de mise en œuvre (**Outcome 3**);
- **Des mesures et actions conservatoires** (préservation); **Biodiversité et Adaptation (Outcome3)** ;
- **Une utilisation rationnelle des ressources** (exploitation/production)– **Economie**.(Outcome2) ;

Dans les modalités : Le développement durable est l'articulation étroite entre la conservation et la production. Il exige dans cette perspective, le renforcement des capacités systémiques, institutionnelles et individuelles des diverses parties prenantes (institutions de l'Etat, la Société civile, les Communautés, le Secteur privé, voire même les Partenaires Techniques et Financiers ou PTF) pour leur permettre d'assumer leurs rôles et responsabilités dans cette nouvelle démarche qui est l'approche « développement durable ». Il s'agit de déboucher à terme sur la promotion d'une « culture développement durable » suivant le slogan : « **conserver en produisant et produire en conservant** ».

2.2.4. Articulation de l'Outcome 3 avec les Outcome 1 et 2

L'articulation de l'Outcome 3 basé sur la préservation de l'environnement avec les deux autres fondés sur la gouvernance (Outcome 1) et la promotion économique (Outcome 2) s'inscrit dans une démarche cohérente articulée autour des principes et modalités du développement durable qui en est la finalité. Il s'établit une trilogie d'ensemble avec une relation bi – univoque entre les différents outcomes. Ainsi : les ressources naturelles sont le capital de base de la production et de l'exploitation. Dès lors leur préservation conditionne le développement économique (Outcome 3). En retour, le développement économique est consommateur de ressources naturelles qui, bien que renouvelables pour certaines, ne sont pas inépuisables. D'où la nécessité de développer des mécanismes pour leur utilisation rationnelle et durable (Outcome 2). Il y a donc nécessité d'une planification et d'une régulation avec des mécanismes appropriés, une autorité et des cadres bien définis, donc d'une gouvernance (Outcome 1). C'est cette articulation que l'on retrouve développée dans l'approche pratique ci – dessus.

III – Effets constatés par l'équipe d'évaluation (Trois niveaux – Outcome – outputs CPD – outputs Projets)

L'analyse des effets constatés se déroule en trois phases :

- L'analyse de la contribution des outputs projets aux outputs CPD
- L'analyse de la contribution des outputs CPD à l'Effet 3 du CPD
- La mesure du niveau d'atteinte des effets attendus de l'Outcome 3 du CPD (tant au niveau spécifique de l'effet qu'au niveau global de sa contribution à l'atteinte des résultats du CPD.

3.1. CONTRIBUTION DU PNUD AUX PROGRES ENREGISTRES VERS LA REALISATION DE L'EFFET

3.1.1. Pertinence de l'Outcome 3

L'Outcome 3 du CPD est très pertinent par rapport au contexte écologique, humain et économique du pays. Il est en effet aligné aux quatre principaux documents établissant la vision du pays et la planification stratégique que sont : TERRA RANKA, Le Plan Stratégique du PNUD, l'UNDAF et le CPD

A. Alignement sur TERRA - RANKA – Programme prioritaire de la Guinée Bissau : L'Outcome 3 du CPD est très pertinent car il est aligné sur le plan stratégique de la Guinée Bissau (2015 – 2025) - Terra Ranka qui met un accent particulier dans ses axes prioritaires sur la « gestion durable du capital naturel et la préservation de la biodiversité ». Terra Ranka met ainsi l'accent sur la place centrale et la transversalité de la biodiversité dans tous les axes d'intervention prioritaires en vue d'assurer le développement durable. La préservation de la biodiversité et la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles sont donc la garantie d'un développement humain et économique soutenu et durable du pays qui est l'une des priorités de TERRA RANKA.

B. Alignement sur le PLAN STRATEGIQUE 2014-2017 du PNUD : L'Outcome 3 du CPD correspond à OUTCOME 5 du Plan Stratégique intitulé : "Countries are able to reduce the likelihood of conflict and lower the risk of natural disasters, including from climate change".

L'Outcome 3 est pertinent car il prend en charge la préoccupation centrale de cet outcome qui est la prévention et la gestion des risques et catastrophes naturelles. La GB est en effet considérée selon le « Maplecroft Climate Change Vulnerability Index (CCVI – 2014) » comme le second pays au niveau mondial le plus vulnérable aux CC après le Bangladesh Il y a donc nécessité de renforcer les capacités du pays dans la prévention et la gestion des risques et catastrophes.

C. Alignement sur le UNITED NATIONS DEVELOPMENT ASSISTANCE FRAMEWORK - UNDAF: OUTCOME INVOLVING UNDP #4: Public institutions, civil society organizations, and the private sector promote the preservation and development of biodiversity, and the prevention and management of disaster risks.

L'Outcome 3 est aligné sur l'UNDAF, dont il reprend in extenso l'Outcome 4 qui a le même intitulé : Il est pertinent car la prise en charge de la problématique de gestion durable de l'environnement, des ressources naturelles dans la perspective du développement durable (préservation et valorisation de la

biodiversité, changements climatiques, prévention et gestion des risques et catastrophes naturelles) suppose le renforcement des capacités systémiques, institutionnelles et individuelles des diverses parties prenantes que sont les institutions publiques (gouvernance), la société civile, le secteur privé auxquelles s'ajoutent les populations.

D. Alignement sur Le COUNTRY DEVELOPMENT PROGRAMME - CDP: OUTCOME 3 :

L'Outcome 4 de l'UNDAF correspond à l'Outcome 3 du CPD également intitulé: « Les institutions publiques, les organisations de la société civile et le secteur privé promeuvent la préservation et le développement de la biodiversité et la prévention et la gestion des risques de catastrophes ».

- ***Pertinence des Effets spécifiques de l'Outcome 3***

Les trois Outputs du CPD sont très pertinents. En effet : (i) l'Output **3.1. « National institutions have the capacity to formulate, plan, and implement environmental and natural resource management policies that are gender sensitive »** porte sur la gestion rationnelle de l'environnement et des ressources naturelles dans une perspective de développement durable. Ce qui suppose le renforcement des capacités des institutions nationales en charge de la gouvernance du secteur à travers des outils appropriés de formulation de politiques, de planification, de programmation, de budgétisation et de mise en œuvre des activités impliquant toutes les catégories sociales et socio – professionnelles. L'output est donc pertinent ; (ii) L'Output **3.2. "The populations practice biodiversity preservation and sustainable environmental management techniques"**: implique les populations qui sont les principales utilisatrices et en même temps dégradatrices de l'environnement et des RN. Elles doivent donc jouer un rôle dans leur préservation. Il est alors essentiel d'améliorer leurs techniques et technologies de production et d'exploitation pour une meilleure implication dans la conservation de la biodiversité et la gestion durable de l'ERN. L'Output est pertinent ; (iii) L'Output **3.3: « Les institutions responsables de la gestion des risques et catastrophes disposent de cadres normatifs conformes aux standards internationaux, de mécanismes de coordination fonctionnels et de ressources humaines qualifiées. »** fait appel à la gestion des risques et catastrophes naturelles qui obéit à des normes internationales auxquelles la GB a souscrit à travers la signature des conventions internationales. Il s'agit de développer les cadres normatifs et les mécanismes nationaux de coordination des différentes institutions nationales, ainsi que le renforcement des capacités des ressources humaines des institutions qui en ont la charge. (o – 4). Cet output est donc pertinent.

Cet outcome 3 joue aussi un rôle essentiel dans l'atteinte des effets globaux attendus du CPD en raison de sa transversalité. Il conditionne en effet en grande partie la réalisation des effets 1 et 2, en même temps qu'il en est très dépendant. Il s'établit ainsi une relation bi – univoque (à deux sens) entre les trois outcomes du CPD.

- ***Effets transversaux vers les autres Outcomes 1 et 2***

L'amélioration de la couverture des parcs et la diversification (au niveau marin et terrestre dans les divers écosystèmes) est une opportunité pour le développement du tourisme et de la pêche qui sont deux secteurs économiques potentiels pour le pays (Outcome2) ;

L'accroissement du nombre de populations utilisant de bonnes pratiques de gestion de l'environnement et des ressources naturels dans un contexte de changement est un gage d'adaptabilité du secteur agricole notamment qui est la base de l'économie du pays et dont l'adaptation à l'évolution

climatique est une condition de survie, d'une part (sécurité alimentaire), mais aussi une garantie de consolidation et de création d'emplois et de revenus.(Outcome 2) ;

Enfin, les différentes dispositions ci – dessus s'inscrivent dans la gouvernance en général et environnementale en particulier car elle fait appel au renforcement des capacités de systémiques de planification et institutionnelles et juridiques de régulation tant dans le secteur qu'à un niveau plus globale au regard des interfaces entre l'environnement et les autres secteurs (Outcome 1).

3.1.2 Progrès enregistrés vers la réalisation des effets selon cadre de résultat CPD (Risques et hypothèses)

Les projets enregistrés seront mesurés en trois étapes successives :

- La contribution des outputs des projets aux outputs du CPD ;
- La contribution des outputs CPD à l'atteinte de l'Effet CPD ;
- Le niveau d'atteinte de l'Effet CPD.

- **3.1.2.1. Contribution des outputs des projets aux outputs du CPD**

Il s'agit ici d'analyser la contribution des outputs des projets à la réalisation des outputs du CPD. Pour ce faire, l'analyse part de chaque output CPD et des indicateurs y afférents pour déterminer leur niveau de réalisation sur la base des activités menées par les projets.

A. Output A.1: National institutions have the capacity to formulate, plan, and implement environmental and natural resource management policies that are gender sensitive.

- **A1.1. Indicator 3.1.1: Number of national entities with functional capacities in formulating, planning, and implementing sustainable natural resource and environmental management policies. - Baseline data: 1 / Target: 13.**

Sur une cible de 13 institutions nationales, au moins 10 dont des ONG assimilés comme telles ont pu renforcer leurs capacités dans la formulation, la planification et la mise en œuvre de politiques de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles. Il s'agit entre autres de :

L'IBAP : a développé un cadre politique et légal de création, d'extension et de gestion du SNAP en GB à travers l'appui du projet "Support to the Consolidation of a Protected Area System in Guinea-Bissau's Forest Belt". Cette collaboration a permis La création du Complexe DBT et la mise en œuvre d'une stratégie de partenariat avec les autres institutions intervenant dans la périphérie des parcs et de co – gestion avec les communautés locales (Output 1), ainsi que l'élaboration de plans d'affaires et de plans d'opération (Output 4).

La Fondation BioGuinée (FBG) : a mis en place un dispositif institutionnel et un statut règlementaire de trust fund international lui permettant de mobiliser des ressources aux niveaux national et international pour un financement autonome et durable du SNAP.

La Direction Générale des Forêts et de la Faune (DGFF) : joue un rôle actif dans l'aménagement et la gestion des forêts à travers les plans d'aménagement et d'exploitation forestière élaborés à cet effet. Elle est appelée à jouer un rôle complémentaire à IBAP dans la sécurisation des corridors biologiques et la gestion des forêts communautaires autour de AP.

Le SEAT et la DGA (Direction Générale de l'Environnement) : Le SEAT est le point focal du FEM et le principal interlocuteur du PNUD dans le secteur. Il a élaboré avec l'appui passé du PNUD, les différentes conventions sur l'environnement qui permettent l'alignement des divers projets environnement et développement passés et en cour. La DGA à travers Le projet : « Strengthening adaptive capacity and resilience to Climate Change in the Agrarian and Water Resources Sectors in Guinea-Bissau » a permis de développer et d'opérationnaliser des stratégies sectorielles et des plans et programmes d'adaptation aux CC dans les secteurs de la préservation de l'environnement, de l'eau, de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie, de l'énergie durable, etc.

La CAIA dispose des directives et procédures en matière d'Évaluations d'Impact Environnemental (EIE) Elle est chargée de veiller aux respects des règles en matière environnementale, tant en amont (formulation des politiques et programmes), pendant la mise en œuvre (suivi – évaluation) qu'en aval (suivi des effets et impacts sur l'environnement).

L'Institut National de la Météorologie (INM) : a bénéficié de l'appui du projet "Strengthening adaptive capacity and resilience to Climate Change in the Agrarian and Water Resources Sectors in Guinea-Bissau" dans : (i) le renforcement du réseau national d'observation météorologique par la construction et la réhabilitation de stations météo ; (ii) le testage de l'application de l'information agro-météorologique à la production agricole par l'introduction de pluviomètres paysans notamment. Il reste à renforcer l'INM pour mieux assumer ses rôles dans la prévention, la gestion des risques et catastrophes et le développement des applications agro – hydro – météorologiques.

La Direction Générale des Ressources Hydriques (DGRH) a bénéficié de l'appui du projet "Strengthening adaptive capacity and resilience to Climate Change in the Agrarian and Water Resources Sectors in Guinea-Bissau", pour exécuter sa stratégie de maîtrise et de gestion de l'eau dans un contexte de CC. à travers l'installation de micro – barrages pour : (i) réduire les risques d'inondation dans certains villages tels que Benfica et (ii) maîtriser l'eau pour assurer une production de saison sèche et abreuver le bétail.

La Direction Générale de l'Élevage (DGE) : avec le soutien du projet "Strengthening adaptive capacity and resilience to Climate Change in the Agrarian and Water Resources Sectors in Guinea-Bissau" dans les régions de Gabu et Bafata ; a pu développer sa stratégie et appliquer ses normes en matière de vaccination des animaux à cycle court (essentiellement gérés par les femmes), d'amélioration génétique ; d'abreuvement (bassins de rétention) et d'alimentation du bétail (culture fourragère). L'action de la DGE est d'autant plus importante que la conservation de la biodiversité passe aussi par la réduction de la pression du bétail domestique sur les ressources végétales, hydriques et faunique.

La Direction Générale du Génie Rural : a collaboré avec le projet Résilience aux CC dans les régions de Bafata et Gabu pour la mise en conformité des normes d'aménagement et de gestion hydro – agricole et leur adaptation aux CC. Il reste à déterminer une véritable « approche Bassin Versant » pour traiter l'ensemble des bassins tant en amont qu'en aval, pour assurer un dimensionnement correct des ouvrages qui garantit leur durabilité.

La Société Civile : Les ONGS ont profité de leur compagnonnage avec les institutions publiques, les projets PNUD / GEF notamment (Micro FEM), pour développer des capacités de planification, de programmation et de mise en œuvre de politiques nationales à travers une démarche d'appui aux communautés locales, aux collectivités territoriales. Elles ont ainsi fortement contribué à développer une stratégie de territorialisation des politiques publiques.

- **A1.2. Indicator 3.1.2: Number of new protected areas created. - Baseline : 6 / Target: 11**

En 2016 : 5 nouvelles aires protégées comprenant 2 parcs et 3 corridors ont été mis en place et gérés "de fait" par une équipe permanente of conservateurs et de gardes parcs de l'IBAP permettant ainsi l'expansion du Système National d'Aires Protégées (SNAP) de 5,456.17 km² à 9,521.17 km² représentant 26,3 % du territoire national. national (36,126 km²).

En 2017: la cible a été atteinte avec la publication officielle de la création des 5 aires nouvelles aires protégées à travers le décret présidentiel paru dans le journal officiel du 07 Avril 2017.

La cible portant sur la création de 11 aires protégées est donc atteinte.

- **A1.3. Indicator 3.1.3: Extent to which policy frameworks sensitive to climate change and its impacts are in place (Rating scale 0-4) - Baseline 1.1: 3 / Target 1.1: 4**

Selon les ROAR 2016 et 2017 ; avec l'appui du PNUD, différentes initiatives ont été prises par le Gouvernement pour renforcer la gouvernance environnementale à travers le développement de mécanismes de gestion de l'environnement, de protection et de financement, de promotion des investissements et des affaires, l'implication des parties prenantes à travers notamment l'élaboration de divers textes de lois essentiels à la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles tels que : (i) la Politique Nationale d'Environnement et de Développement Durable (REF 26) ; (ii) le Plan National d'Adaptation (REF 27) à travers la sollicitation du Fonds Vert Climat ; (iii) divers textes de lois relatifs à : (a) Environmental Basic Law's regulatory texts (REF 28) ; (b) Environmental Impact Assessment Law's regulary texts (REF 29) ; (c) Environmental Impact Assessment Guides (REF 30) on Environmental economic assessment ; Petrol and Gaz Environmental Impact Assessment ; Fisheries Environmental Impact Assessment ; Forestry Environment Impact Assessment ; Agriculture Environmental Impact Assessment ; Water Ressources Environmental Impact Assessment ; Public Works Environmental Impact Assessment and environmental strategic assessment .

B. Output B : The populations practice biodiversity preservation and sustainable environmental management techniques.

- **Indicator B.1. : Number of communities that have adopted community-based, sustainable natural resource management methods that generate jobs and income - Baseline data: 50 / Target: 300**

Les projets mis en œuvre avec l'appui du PNUD se sont traduits par le développement de techniques et technologies de conservation de la biodiversité et d'adaptation aux CC.

En 2016 : A titre d'illustration, le projet Résilience aux CC, a appuyé 63 ONG et Organisations Communautaires de Base et assuré dans 46 villages la formation de près de 28,636 producteurs dont

72.3% de femmes aux techniques d'adaptation aux CC qui leur ont permis de : (i) préserver 807.05 ha de forêts sacrées contre les pratiques illégales ; (ii) reboiser 2,500 espèces forestières endémiques et (iii) accéder à l'énergie propre (solaire et biogaz) pour 850 ménages (CBOs Progress Report. 2017).

En 2017 : 16.979 producteurs supplémentaires (dont 72,3% de femmes et 27,7% d'hommes) des régions de Bolama / Iles Bijagos, Bafata, Gabu et Biombo ont adopté des techniques d'adaptation au climat et accédé aux énergies renouvelables telles que le solaire et les biodigesteurs ou biogaz (SGP – GEF Annual Report 2017). Ces techniques et technologies d'adaptation leur ont permis d'acquérir des revenus allant de 2,100 à 354,479 XOF par personne et par saison.

- **Indicator B.2: Number of regions/sectors with operational networks including women's networks to disseminate innovative/appropriate technologies on climate-adapted methods for agriculture, forestry, cattle raising, and fishing - Baseline men: 5,000 / Target men: 10,000 - Baseline women:20,000 / Target women:40,000**

Pratiquement toutes les régions du pays, singulièrement celles de Gabu, Bafata, Quinara, Cacheau, Biombo et Tombali ont développé des réseaux opérationnels de dissémination de techniques et technologies adaptées au climat.

A titre d'illustration, dans la Région de Gabu (Secteurs de Pitche et Pirada), le projet « Strengthening adaptive capacity and resilience to Climate Change in the Agrarian and Water Resources Sectors in Guinea-Bissau » a couvert 14 villages. Un Réseau inter – villages dont les groupements féminins et intitulé « Forum Rural d'Altération Climatique (FRAC) a été mis en place et a servi de plateforme de sensibilisation, de formation, de concertation et d'organisation. Il a permis de disséminer divers techniques et bonnes pratiques: (i) Dans le domaine agricole, (semences adaptées ; utilisation de la technique de la Zaï, gestion de l'eau, les rotations culturales, l'introduction de pluviomètres paysans, etc.) ; (ii) Dans le secteur de l'élevage (culture fourragère, bassins de rétention, amélioration génétique, etc. ; (iii) la foresterie (lutte contre les feux de brousse et reboisement) ; (iv) Dans la prévention et la gestion des catastrophes naturelles (plan de contingence pour les villages) ; (v) de l'hydraulique (micro – barrages). Le domaine de la pêche a été faiblement développé (vii) En matière de renforcement des capacités des femmes, le FRAC a permis de connecter les groupements féminins villageois et de leur fournir une masse critique importante leur permettant de mieux prendre part aux décisions impliquant l'ensemble de la communauté. (Source : Enquêtes de terrain et rapports)

- **Indicator B.3: Number of people skilled in implementing innovative/appropriate technologies on climate-adapted methods for agriculture, forestry, cattle raising, and fishing. disaggregated by sex - Baseline men: 5,000 / Target men: 10,000 - Baseline women:20,000 / Target women:40,000**

En 2016 : Le pourcentage de la population utilisant des techniques résilientes au climat a connu une croissance passant de 1,5 % à 2,2%. Cela représente 33,000 producteurs des régions de Gabu, Bafata, Cacheu, Quinara, Biombo et Tomboli. Cette croissance est dûe à l'extension de la couverture géographique (avec un passage de 1 à 5 régions) et des villages (de 14 à 56) dans lesquels les techniques de résilience climatique ont largement utilisées.

En 2017 : 16.979 autres producteurs (dont 72,3% de femmes et 27,7% d'hommes) des régions de Bolama / Iles Bijagos, Bafata, Gabu et Biombo ont aussi adopté des techniques d'adaptation au climat et accédé aux énergies renouvelables telles que le solaire et les biodigesteurs (SGP – GEF Annual Report 2017).

Au total : entre 2016 et 2017 – 49, 979 personnes sur une cible de 50,000 ont été formées. Cela représente pratiquement l'atteinte de la cible.

- **Indicator B.4: Number of households in the Gabu, Quinara and Cachéu regions, with increased access to renewable energy.** - *Baseline data: 1,125 / Target: 2,000*

A mi – parcours, l'appui du PNUD à travers le projet Résilience et Adaptation aux CC a permis l'accès à l'énergie propre (solaire et biogaz) de 850 ménages dans la région de Gabu (Secteur de Pitché et Pirada). Ces ménages sont issus de 46 villages et ont bénéficié de l'encadrement de 63 ONG et Organisations Communautaires de Base dont les capacités ont été renforcées pour poursuivre la dissémination des technologies introduites. D'autres initiatives ont été prises dans les régions de Quinara et Cachéu (Source PIR et Entretien). Cependant, il n'a pas été possible d'établir précisément l'atteinte du résultat quantitatif de 2000 ménages bénéficiaires de l'accès à l'énergie renouvelable. D'autant moins que l'évaluateur a pu constater que dans le village de Benfica (Région de Gabu), zone d'intervention du projet Résilience aux CC, un seul ménage a bénéficié de biogaz, en raison notamment de la faible disponibilité des équipements.

- **Indicator B.5: Percentage of protected areas managed sustainably (technically and financially)**
- *Baseline data: 0% / Target: 50%*

La durabilité technique : Au stade actuel, à mi – parcours de la mise en œuvre du CPD, la durabilité technique est assurée à plus de 50 % car : (i) les parcs du Complexe DBT sont déjà créés officiellement et mis en service avec le personnel, les infrastructures et équipements, les textes règlementaires et les études techniques (inventaire forestier notamment). Les compétences et expériences de IBAP dans la gestion des parcs garantissent la durabilité technique. qui est assurée à travers une programmation rigoureuse (PTA annuel), une budgétisation réaliste et un suivi substantif efficace des activités.

La durabilité financière : quant à elle peut être évaluée autour de 30 % environ, en raison notamment de : l'absence de subvention de l'Etat ; la forte dépendance vis-à-vis des financements extérieurs (PNUD, UE, Fondation MAVIA) ; l'utilisation des ressources propres de IBAP qui sont limitées (fiscalisation et complémentarité entre projets), tandis que la Fondation Bioguineé est encore en phase de capitalisation (la capitalisation du PNUD est d'ailleurs encore attendue). Il s'en suit une gestion minimaliste résultant de la fin de certains projets qui limite de fait l'efficacité technique.

Il reste que la durabilité ne dépend pas seulement d'IBAP. Elle est aussi : (i) Politique : avec les risques et menaces liés à l'exploitation minière et la production d'énergie ; (ii) Institutionnelle : par l'instabilité des institutions et du personnel ; (iii) Sociale : avec une insuffisante prise en charge des besoins des populations riveraines des AP notamment à travers des mesures socio – économiques alternatives.

C Output C: The institutions responsible for managing risks and disasters have normative frameworks that comply with international standards, functional coordinating mechanisms, and skilled human resources.

- **Indicator C.1: Number of people benefiting from meteorological monitoring and early warning system** - *Baseline data: 802,000 / Target: 1,445,000*

Cette information n'est pas disponible. Toutefois, des initiatives ont été prises par le projet Résilience aux CC a développé dans la région de Gabu avec la mise en place d'un plan de contingence pour le village

de Benfica pour lutter contre les inondations. Par ailleurs, les 56 villages du projet ont bénéficié d'interventions dans le domaine du suivi du climat avec l'installation de pluviomètres paysans notamment.

- **Indicator C.2: Extent to which policies and action plans that meet international standards for risks and disaster management are being implemented (Rating scale 0 -4) - Baseline data: 3 / Target: 4**

Plusieurs institutions ont mis en place des politiques, stratégies et plans d'actions conformes aux standards internationaux pour la gestion des risques et catastrophes. Il s'agit entre autres de :

L'Institut National de la Météorologie (INM) : L'approbation technique par la PNUD et le FEM du projet de Renforcement du Système d'Information Climatique et d'Alerte Précoce soumis au financement du GEF s'inscrit dans les standards internationaux de suivi du climat et de gestion des risques et catastrophes. Il répond ainsi aux normes OMM de couverture du réseau d'observation hydro – météorologique pour contribuer aux échanges d'informations météo au niveau national, régional et international. La mise en place prévue d'un Cadre National de Service Climatique (CNSC) est aussi conforme aux directives aux niveaux régional (CRSC) et mondial (CMSC) sur les mécanismes de coordination nécessaires à une utilisation optimale de l'information climatique.

Le Service National de la Protection Civile (SNPC) : Le SNPC a été déjà mis en place avec l'appui du PNUD lors du CPD précédent un cadre normatif et un organe de coordination avec l'existence d'une législation organisant son fonctionnement et l'installation d'une plateforme nationale de réduction de réduction des risques et catastrophes suivant les directives du cadre de YOGO. Il envisage conformément aux standards internationaux, dans le cadre de son Plan de Travail Annuel 2018 (PTA 2018) : (i) l'approbation de la loi sur le Fonds National pour la gestion des urgences ; (ii) l'élaboration d'un Plan de Contingence ; (iii) l'évaluation complète de la vulnérabilité du pays ; (iv) la contribution à la mise en place d'un mécanisme national d'alerte précoce en collaboration avec la météo et le Ministère de l'environnement.

Le Secrétariat d'Etat à l'Environnement et au Tourisme : Après avoir aidé à travers les CDP antérieurs à la conformation du pays aux conventions internationales sur l'environnement qu'il a adopté tels que la CNUCC et ses outils de planification et de mise en œuvre tels que le PANA. Le PNUD a permis à travers le CPD 1016 – 2020 la mise en œuvre des axes prioritaires du PANA et du PNB notamment à travers les divers projets environnement du CPD 2016 – 2020 managés par la DGA et par IBAP.

La Direction Générale de l'Environnement : Elle a, conformément aux orientations de la CCNUCC, mis en application les axes prioritaires du PANA relatifs à la résilience face aux CC dans des secteurs aussi stratégiques que l'agriculture, l'élevage, l'hydraulique, la prévision météorologique, la gestion des risques et catastrophes naturels ou encore la promotion de l'énergie durable suivant une démarche sensible au genre.

Le CAIA : En collaboration avec le projet Résilience aux CC, le CAIA qui dispose d'un cadre normatif sur les Evaluations d'Impact Environnemental (EIE) a pu faire appliquer les normes de suivi EIE sur les maladies d'origine hydrique, dans la région de Gabu notamment. Cette démarche s'inscrit dans le

renforcement des rôles et responsabilités du CAIA en tant qu'institution de référence du suivi – contrôle de l'évaluation environnementale. Il reste à impliquer davantage le CAIA tout au long du cycle de vie des projets PNUD.

L'IBAP : avec l'appui des projets PNUD, s'est conformé aux orientations de la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (CNUDB) et son Plan d'action. Il s'est ainsi inscrit conformément aux normes internationales de représentativité à la fois quantitative et qualitative du SNAP du pays. (i) Au plan quantitatif, à travers le respect du taux de classement en matière de conservation de la biodiversité avec un taux progressif de couverture de 26,3 % conformément aux standards internationaux ; (ii) Au niveau qualitatif par l'installation de parcs dans les diverses zones éco – géographiques et éco – climatiques du pays pour intégrer les différentes niches de biodiversité.

La Fondation Bio – Guinée (FBG) : La FBG a pu mettre en place avec l'appui du PNUD (Projet de renforcement du financement et de l'opérationnalisation du SNAP en GB), des mécanismes de capitalisation pour lui permettre d'assurer un financement durable du SNAP. Elle obtient un statut de trust fund international et se conforme ainsi aux normes et standards internationaux définis en matière de financement de la conservation.

- **Indicateur C.3: Number of people affected by natural disaster (Nombre de populations affectées par les catastrophes naturelles). - Baseline data: 3700 / Target: 740**

Les données fournies par la Protection Civile font état de 600 à 700 maisons détruites par les phénomènes météorologiques extrêmes comme les vents et les inondations. Si l'on estime au minimum 5 à 10 personnes par maison détruite, l'on peut ainsi évaluer le nombre de personnes affectées entre 3 000 à 3500. Ce qui correspond à peu près au baseline.

La cible portant sur la réduction du nombre de victimes de 3 700 à 740 n'est donc pas atteinte. La relative léthargie du Service de la Protection Civile résultant en partie de la période de suspension de l'appui du PNUD entre 2015 et 2018 pourrait constituer une part d'explication. La relance de l'appui du PNUD est attendue pour le financement du PTA 2018 qui devrait permettre de relancer les activités dans ce domaine.

- **2.1.2.2. Contribution des outputs CPD à l'atteinte de l'Effet CPD**

- ***Output 3.1. National institutions have the capacity to formulate, plan, and implement environmental and natural resource management policies that are gender sensitive.***

Cet output a contribué à renforcer les capacités de plusieurs institutions du pays dans les domaines : (i) systémiques, à travers l'élaboration d'outils de planification et de programmation (mécanismes de concertation et de coordination); (ii) institutionnelles par l'appui à la structuration et au fonctionnement des structures de l'Etat ; (iii) législatifs (régulation, mise en conformité des textes et des procédés aux standards internationaux) et de gestion (à travers des mécanismes de concertation et de coordination); (iv) collectifs et individuels (par l'information, la formation des agents et des populations et l'organisation des communautés).

- **Output 3.2. The populations practice biodiversity preservation and sustainable environmental management techniques.**

Cet output a permis de développer et de disséminer plusieurs bonnes pratiques notamment dans la gestion de l'eau (bassins de rétention, mini – barrages); l'adaptation aux CC des activités agro – sylvo pastorales (itinéraire technique et intrants plus adaptés à la sécheresse, cultures fourragères, vaccination, lutte contre les feux) ; les techniques de conservation, etc. Les innovations techniques ont porté sur la promotion de l'énergie propre (solaire et biogaz) ; les cultures fourragères, l'installation de pluviomètres paysans, l'utilisation de plans de contingence pour la gestion des risques et catastrophes naturels, etc. il reste à en assurer la durabilité et la répliquabilité.

- **Output 3.3: Les institutions responsables de la gestion des risques et catastrophes disposent de cadres normatifs conformes aux standards internationaux, de mécanismes de coordination fonctionnels et de ressources humaines qualifiées.**

Cet output a contribué à l'atteinte de l'effet CPD à travers notamment le renforcement des capacités des principales institutions publiques en charge de la prévention et la gestion des risques et catastrophes naturelles telles que la météo et la protection civile. Cependant, le déficit de financement de ces structures n'a pas permis de réaliser les produits attendus et par conséquent d'atteindre les effets attendus du CPD.

- **3.1.2.3. Niveau d'atteinte des effets attendus de l'outcome**

L'efficacité des interventions du PNUD a été mesurée à travers les indicateurs d'effets ci – dessous. Il faut cependant distinguer : (i) les effets spécifiques attendus de l'Outcome 3 et (ii) les effets transversaux attendus de la contribution globale de l'Outcome 3 au CPD

- **Effets spécifiques de l'Outcome 3**

Sur la base de l'analyse des résultats des outputs de l'outcome et par rapport aux indicateurs d'effets de l'outcome, les résultats suivants ont été obtenus.

- ❖ ***3.1: Percentage of the population using techniques and methods adapted to climate change, disaggregated by sex (Pourcentage de la population utilisant des techniques et des méthodes adaptées aux changements climatiques, désagrégés par sexe). - Baseline: 2015. 1,72% / 2020 Target: 2,5%***

En 2016, le Rapport Annuel sur les changements climatiques produit par le Gouvernement, en collaboration avec le PNUD – VNU – Plan Quantitative, évoque le passage d'un pourcentage de la population utilisant des techniques résilientes au climat de 1,5 % à 2,2%. représentant 33,000 producteurs des régions de Gabu, Bafata, Cacheu, Quinara, Biombo et Tomboli.

En 2017 : 16.979 producteurs supplémentaires (72,3% de femmes et 27,7% d'hommes) des régions de Bolama / Iles Bijagos, Bafata, Gabu et Biombo ont adopté des techniques d'adaptation et accédé aux bioénergies telles que le solaire et les biodigesteurs ou biogaz (SGP – GEF Annual Report 2017).

Pour cet indicateur, des progrès importants ont été notés dans tout le pays ; La cible est donc en bonne voie d'être atteinte.

❖ ***Indicator 3.2: Percentage of territory covered by protected areas (Pourcentage de territoire couvert par des aires protégées) : Baseline: 15% / 2020 Target: 26%***

En 2016 : 5 nouvelles aires protégées regroupées dans le Complexe Doulombi – Boé – Tchéché (DBT) et comprenant 2 parcs nationaux et 3 corridors de migration de la grande faune pour une superficie de 4,065 km² ont été créées. Elles sont actuellement fonctionnelles et sont gérées par IBAP à travers des équipes composée d'un directeur, de gardiens de parcs pour chaque parc, ainsi que d'éco – gardes dans le cadre de la co – gestion avec les communautés riveraines. La superficie désormais couverte par le Système National d'Aires Protégées de Guinée Bissau (SNAP) est ainsi passée de 5,456 km² en 2015 à 9, 521,17 km² en 2016 ; soit une évolution du taux de couverture national en matière de conservation de la biodiversité de 15% en 2015 à 26,3 % du territoire national (36,125 km²) en 2016. Ce qui correspond à l'atteinte du résultat attendu. La création des cinq (5) aires protégées a été légalisée officiellement à travers le décret du Président de la République paru dans le Bulletin Officiel du 7 Avril 2017. **L'effet couverture de 26% du pays en aires protégées est donc atteint et dépassé**

❖ ***Indicateur 3.3 : Pourcentage des institutions nationales utilisant des outils de prévention et gestion des risques et catastrophes naturelles, répondant aux standards internationaux.***

Pour cet indicateur proposé par le consultant pour combler le vide existant par rapport aux outputs CPD pourtant déjà identifiés, les données fournis par lesdits outputs en rapport avec les outputs des projets font état d'une évolution moyenne dans l'atteinte des cibles. En effet, les principales institutions en charge de ce domaine qui sont l'Institut National de la Météorologie et la Protection Civile sont encore insuffisamment pourvues dans les domaines institutionnel, matériel et logistique avec l'arrêt ou le retard du financement du PNUD.

➤ **Effets transversaux vers les autres Outcomes 1 et 2 - Niveau de contribution globale de l'Outcome 3 au CPD**

A ce stade, il n'a pas été possible de les déterminer de manière chiffrée la contribution des effets de l'outcome 3 aux outcomes 1 et 2. Cependant, les investigations menées sur le terrain ont permis de noter la contribution des modes d'organisation et des technologies d'adaptation aux CC sur les principales activités économiques et de gestion. Or, la plupart de ces activités sont directement liées à ces outcomes comme la gouvernance environnementale (outcome 1) et l'adaptation et la résilience des sociétés et économies locales à travers l'amélioration de la production, la consommation, les échanges, la création et / ou la consolidation de certains emplois, la création revenus, la promotion du genre, etc. (Outcome 2). Il est donc permis de penser que les effets en cours de l'outcome 3 ont déjà apporté une contribution significative aux deux autres outcomes.

3.1.3. Pertinence des interventions et du positionnement stratégique

Les interventions sont pertinentes par rapport à :

- **L'alignement des outputs sur les politiques et stratégies nationales** (TERRA RANKA, UNDAF) et sectorielles des ministères techniques et de la planification) : L'Outcome 3 est en effet aligné sur les politiques et stratégies de développement du pays, notamment Terra Ranka et les diverses politiques sectorielles en lien avec l'environnement (Pêche avec les AMP, les mines, l'agriculture,

l'élevage, les forêts, le tourisme, la météo qui ont tous eu l'appui du PNUD pour l'intégration de la dimension environnementale, la gestion des ressources naturelles ou la gestion des risques et catastrophes naturels (Protection Civile). L'Outcome et les outputs s'inscrivent bien dans la prise en charge des préoccupations du secteur à travers notamment l'importante question de la conservation de la biodiversité, la lutte contre les CC dont le pays est très vulnérable, le renforcement des capacités des parties prenantes ; l'amélioration des conditions d'existence des populations par la diversification des sources d'emploi et de revenus.

- Aux besoins et aspirations des populations : Les effets attendus sont en adéquation avec les besoins et aspirations des populations, même si dans la conception et la mise en œuvre des projets, l'accent devra être davantage mis sur l'amélioration des conditions d'existence concomitamment à la conservation pour garantir l'appropriation et la durabilité des effets attendus.
- Aux préoccupations de la Société Civile (ONG) à travers le renforcement de leurs capacités techniques et financières et leur responsabilisation dans la gestion de l'ERN.
- Aux préoccupations spécifiques du Secteur Privé qui ne sont pas prise en compte alors qu'il est pourtant appelé à jouer un rôle essentiel à travers les diverses catégories socio – professionnelles intervenant dans l'exploitation des ressources naturelles.

Positionnement stratégique :

- Le PNUD joue un rôle leader (pionnier) dans l'appui aux initiatives du GOGB à travers notamment la formulation de politiques, de stratégies et la mise en œuvre de programmes en conformité avec les conventions internationales auxquelles le pays a souscrit. Le PNUD est aussi très actif dans la recherche et la mobilisation de fonds pour financer les initiatives du gouvernement. Il a aussi un rôle stratégique important dans le maintien du pays dans le concert des pays souverains à travers sa contribution à la mise en conformité des institutions et de la législation du pays aux normes internationales (appui scientifique et technique, appui financier pour la participation aux événements internationaux, intermédiation avec les autres agences du SNU et d'autres partenaires techniques et financiers). La collaboration avec l'UE, la BOAD, le FFEM, la Banque Mondiale et la Fondation MAVA dans le domaine de la conservation en est une illustration.
- La combinaison de diverses méthodes de recueil et de remontée des données issues du suivi et de l'évaluation du fonctionnement des projets et programmes (Les PIR, les ROAR, les procédures de mobilisation et d'utilisation des fonds, les rapports financiers trimestriels, les rapports annuels, les évaluations à mi – parcours et finales, etc.) rend le dispositif PNUD assez performant par rapport au contexte actuel du pays.
- Le PNUD par ses programmes et projets et à travers une approche participative et interactive avec le GOGB a fortement influencé la politique environnementale du pays. Ses actions complémentaires tant dans le domaine de la planification (élaboration de politiques et stratégies), la régulation avec l'élaboration de divers textes que la mise en œuvre sur le terrain ont permis de renforcer son influence au point qu'il est considéré partout comme le partenaire leader voire selon certains comme « le confident ».
- La démarche du "Delivery as One" à travers l'UNDAF a renforcé la position du PNUD en sa qualité de coordonnateur du SNU et facilité le partenariat avec les autres agences du SNU, mais aussi avec les autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF) intervenant dans le secteur tels que la BAD et l'UE notamment.

3.1.4. Efficacité des interventions

L'analyse des effets attendus et obtenus ou en cours a montré que les interventions portant sur l'outcome 3 ont été globalement efficaces. Elles ont été mesurées par l'évaluateur à une échelle de 3 / 4. En effet, les cibles des trois indicateurs d'effets ont été atteintes ou sont en bonne voie.

L'essentiel des outputs du CPD définis ont été réalisés ou sont en bonne voie de réalisation avec l'appui des projets. Ils ont en outre effectivement contribué au processus d'atteinte des effets attendus. Ainsi :

- Pour l'**indicateur 3.1.** (Pourcentage de la population utilisant des techniques et des méthodes adaptées aux changements climatiques, désagrégés par sexe) est en bonne voie de réalisation avec un taux de 2,2 % portant sur le pourcentage de populations utilisant des techniques appropriées de gestion de l'environnement et des ressources naturelles ;
- La cible de l'**indicateur 3.2.** « Percentage of territory covered by protected areas » relatif au taux de couverture du territoire en AP qui est passée de 1,5% à 2,6 % est largement atteint ;
- La cible de l'**indicateur 3.3.** proposé par l'évaluateur « Pourcentage des institutions nationales utilisant des outils de prévention et gestion des risques et catastrophes naturelles, répondant aux standards internationaux » est aussi en bonne voie d'atteinte avec un niveau de réalisation de 10 institutions dont les capacités ont été renforcées dans ce domaine sur les 13 attendues.

Au Total, l'efficacité de l'intervention du PNUD se mesure à travers différents effets observés à divers niveaux : (i) **Stratégique** : avec l'effet domino des actions du PNUD sur les autres PTF dont certains ont pris le relais du PNUD pour prolonger les activités de certains projets. C'est le cas notamment de la BOAD notamment ; (ii) **Psycho - sociologique** : avec des progrès significatifs notés dans l'amélioration du statut social des femmes de plus en plus impliquées dans les centres de décision, le renforcement de la solidarité sociale villageoise et une plus grande responsabilisation des communautés dans la conception et la mise en œuvre de projets à travers notamment l'appui du projet Micro – FEM ; (iii) **Socio - économique : par la promotion de l'entreprenariat des femmes** dans certaines filières d'exploitation forestière comme l'huile de palme ; (iv) **Technique et technologique** : à travers un Changement d'attitude progressif noté au niveau des communautés de plus en plus réceptives aux techniques et technologies d'adaptation aux CC ; l'amélioration des capacités de gestion de l'environnement par les ONG ; (v) **Financier économique** : par la reconnaissance d'une certaine crédibilité pour les communautés locales à travers leur accès direct au financement du micro – FEM.

L'appui technique du PNUD dans le développement du secteur est efficace et se mesure à travers le staff du Bureau PNUD et l'apport des consultants ; même s'il doit être renforcé par quelques spécialistes dans les domaines stratégiques comme le suivi – évaluation et émergents comme les CC et le genre pour améliorer les capacités du pays dans ces domaines. Les arrangements institutionnels qui varient entre le DIM / DEX et le NIM / NEX en rapport avec le contexte du pays sont efficaces au regard des résultats dont l'essentiel est en bonne voie ou déjà obtenus.

Les facteurs favorisant les performances du PNUD sont notamment : (i) Son leadership auprès du GOGB dans ses capacités à prendre des initiatives nouvelles et innovantes et à rechercher les financements nécessaires ; (ii) Ses avantages comparatifs en termes d'interlocuteur attentif, de partenaire privilégié, sa souplesse d'intervention avec le financement par subvention et la capacité à développer des partenariats ; (iii) l'approche programme intégrée qui permet de prendre en charge divers domaines complémentaires dans différents secteurs (comme c'est le cas dans le CPD actuel) ou

dans un même secteur (sur toute la filière allant de la planification stratégique à la mise en œuvre ; (iv) l'expérience internationale et la capacité technique à faire bénéficier le pays des leçons apprises dans d'autres pays.

- **Stratégie de partenariat**

Le partenariat entre le PNUD et les autres agences du SNU et les autres partenaire internationaux est effectif et attesté par le fait que : (i) le CDP du PNUD reprenne in extenso l'outcome 4 de l'UNDAF qui devient ici l'outcome 3 du CPD ; (ii) le montage financier de la plupart des projets fait ressortir expressément des agences du SNU comme la FAO active dans les questions d'interface environnement - développement rural, l'ONUDI dans le domaine des technologies, l'UICN dans le domaine de la conservation et l'Union Européenne. La collaboration avec la Société civile s'est faite de manière indirecte à travers les protocoles d'accord établis avec les projets ou à travers certaines institutions gestionnaires de projets comme IBAP.

Il faut aussi noter la collaboration entre le Micro – FEM qui est sous tutelle du PNUD et certaines ONG. Quant au partenariat avec le Secteur privé, il est apparu inexistant pour l'instant.

3.1.5. Efficience

Les procédures de mobilisation et d'utilisation des ressources financières rencontrent certains obstacles qui sont relatifs à : (i) la longueur et la lenteur des procédures qui se traduisent par des retards de démarrage ou dans la mise en œuvre ; (ii) la faiblesse ou l'insuffisance des ressources financières surtout pour les projets GEF dont la contrepartie nationale n'est souvent pas mobilisée alors que le co – financement parallèle qui est une composante essentielle est rarement assuré ; (iii) la faible durée de vie des projets dans un secteur où les effets se mesurent souvent dans le long terme ; (iv) La faiblesse des ressources mobilisées au regard de la spécificité du secteur où les effets des actions se mesurent souvent dans le long terme et mobilisent des ressources importantes.

Les outils technologiques introduits en milieu paysan sont parfois relativement coûteux au regard des ressources du projet et des résultats faibles en terme d'appropriation et de possibilités de dissémination dans les villages. C'est le cas notamment du solaire et du biogaz à côté de l'engrais et des semences sélectionnées dont les coûts d'introduction sont souvent sans commune mesure avec les capacités d'amortissement et de provision pour leur renouvellement rendant ainsi leur introduction certes assez spectaculaire, mais au final peu efficace.

Le rapport coûts / avantages des investissements est rarement analysé avant la prise de décision d'engager les dépenses. Or, il doit être déterminé, même sommairement, pour chaque filière et chaque chaîne de valeur pour mieux rentabiliser l'utilisation des ressources. **Elle est notée 2/4**

L'utilisation des ressources financières est donnée par le tableau ci – dessous :

Tableau 3 budget – utilisation des ressources 2016- 2017

Désignation : Projets	Budget 2016(USD)	Utilisation 2016 (USD)	Budget 2017 (USD)	Utilisation 2017 (USD)	Ecart (USD)
1. Renforcement des capacités de gestion des	275 000	227 194.00	320,000	427,434.00	(16) 47,806 (17)104434

ressources naturelles					
2. Aires protégées	312,551.86	310,741.00			1810.86
3. Changements climatiques	592,337.46	570,522.00	54,707.00	54,700.00	(1)21,815.46 (2) 7
4 Renforcement du Système national d'AP en GB	123,466.64	89,339 .00	472,099.35	402,261.00	(1)34,127.64 (2) 69,838.35
TOTAL	1,303,355.96	1,197,796	846,806.35	884,395	

Commentaire du tableau :

En 2016, 4 projets ont été exécutés pour un budget total de 1,303,355.96 USD avec une utilisation de 1,197,796 USD, soit un écart de 105,599.96 USD correspondant à un taux d'utilisation de : 91% ; En 2017, 3 projets ont poursuivi leurs activités pour un budget de 846,806.35 'USD pour des dépenses de 884,395 USD, soit un dépassement de 37,588.65 USD.

L'analyse des dépenses fait ressortir : (i) un bon taux d'absorption de 91% en 2016 correspondant à des réalisations importantes telles que la création des 5 AP, le développement d'importantes activités avec le projet résilience aux CC ainsi que les deux autres projets. L'exécution financière a été donc efficiente dans le rapport dépenses sur réalisations.

Pour l'année 2017, on note un dépassement global important de près de 37,588.65 USD. Mais, le plus important encore reste le dépassement budgétaire inexpliqué de 104,434 USD sur le projet « Renforcement des capacités de gestion des ressources naturelles ».

Au total, il est difficile de déterminer avec précision le niveau d'efficacité de l'intervention sur la période en raison d'une différence notable dans la gestion entre les années 2016 et 2017. Sans vouloir juger de l'orthodoxie budgétaire, le bilan semble donc mitigé au regard du niveau d'informations dont on dispose, avec une année 2016 pleine et une année 2017 moins maîtrisée au plan budgétaire.

- Stratégie de mobilisation des ressources

La stratégie du PNUD consiste à formuler des projets bien ciblés dans des domaines stratégiques de la préservation de l'environnement et du développement durable en appui au GOGB. Le PNUD appuie le pays dans la recherche de financement auprès du FEM et du Fonds Vert Climat sur la base des résultats à consolider ou en cours. D'autres partenaires sont également mobilisés dans le cadre notamment de la coopération Sud – sud des pays lusophones, de la coopération sous – régionale CEDEAO et UEMOA en rapport avec les directives de ces institutions. Enfin, le financement en cost – sharing constitue une autre opportunité avec les agences du SNU dans le cadre de L'UNDAF et du Delivery as One ou en collaboration avec les partenaires comme l'UE, la BOAD, la Fondation MAVIA, etc.

3.1.6. Durabilité

La durabilité a été analysée par rapport aux facteurs suivants dont la combinaison permet de garantir la pérennité des activités mises en place et des résultats obtenus.

Au plan stratégique : La principale stratégie de sortie est l'appui sur les structures de l'Etat pour prendre le relais. Or, celles – ci manquent de moyens humains, matériels et financiers pour assurer la relève. Toutefois, les outils de planification, de régulation et les approches définies et testées ainsi que les partenariats avec les ONG et les autres PTF dont les agences du SNU actives dans des domaines

complémentaires à l'environnement pourront permettre de prolonger par effet domino les interventions du PNUD.

Au niveau financier : elle est encore faible, de l'ordre de 2 / 4 en l'absence d'un financement pérenne. En effet, l'arrêt des projets correspond souvent avec la fin du financement, en l'absence de contrepartie de l'Etat. L'un des rares domaines où la situation est assez rassurante reste celui de la conservation où IBAP dispose d'un statut autonome lui permettant de mobiliser des ressources propres pour assurer un minimum de fonctionnement et de faire aussi appel à des trust fund comme la Fondation Bioguiné qui bénéficie de l'appui du PNUD et d'autres partenaires ;

Au plan institutionnel, législatif et réglementaire : la durabilité est bien engagée à travers l'existence de ressources humaines formées, la mise en place de mécanismes et de cadres institutionnel, législatif et réglementaire en conformité avec les normes des conventions et les standards internationaux en matière de développement durable. Il reste à les consolider et étendre dans les politiques et stratégies, programmes et budgets ordinaires des ministères sectoriels pour en assurer la mise en œuvre continue. Par ailleurs, il faut nécessairement continuer à assurer une mise à niveau permanente ;

Dans le domaine Technique et technologique : les activités multiples et diverses d'information et de formation passées et en cours sont une garantie de durabilité technique, à travers un changement d'attitude dans les domaines de la production et de la conservation durables. Elles contribuent à développer une certaine masse critique de ressources humaines compétentes tant au niveau des institutions que des communautés dans les domaines essentiels de la conservation, de l'adaptation aux CC et de la prévention et la gestion des risques et catastrophes ;

Au plan socio – culturel : La durabilité reste encore sujette à cause en raison de la persistance d'us et coutumes encore défavorables à la préservation durable des ressources d'une part et à l'évolution réelle du statut de la femme, d'autre part. Les progrès notés dans le changement d'attitude et de comportement dans le domaine de l'égalité de genre reste encore assez aléatoire car évoluant lentement dans un domaine très fluctuant et évanescent. Il reste à les consolider à travers le renforcement progressif et parallèle des capacités des hommes et des femmes dans le respect de leurs tâches et responsabilités respectives dans la société avec un accent sur les points communs qui sont l'information, la formation, l'équipement qui détermineront progressivement l'évolution inéluctable vers une « égalité acceptable et acceptée » ;

Au plan socio – économique : La durabilité des effets est aussi fondée sur la motivation des communautés notamment, à travers l'amélioration de leurs conditions d'existence. Or, à l'heure actuelle, il y a une dichotomie certaine entre les activités de conservation et les activités productives. Dès lors, la durabilité est encore faible au regard de l'insuffisante appropriation des activités de conservation par les communautés riveraines des aires protégées notamment qui réclament un développement d'activités alternatives. Le développement de modèles appropriés d'intégration conservation – production constitue la garantie d'une motivation plus pérenne des communautés et par suite d'une évolution plus durable des mentalités et des comportements vis-à-vis de la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles.

3.1.7. Prise en compte des droits humains et de l'égalité des sexes

Les droits humains (Human rights) : Il n'y a pas de programmes spécifiques dédiés aux personnes handicapées ou marginalisées en dehors des femmes qui ont bénéficié dans le cadre de l'égalité et de l'équité de genre d'interventions portant sur certains domaines qui leur sont spécifiques tels que : l'encadrement des cultures de bas – fonds, le développement de l'élevage des animaux à cycle court ; voire avec l'appui d'autres projets partenaires l'installation de puits équipés pour faciliter l'exhaure ou encore de foyers améliorés, voire la mise en place d'équipements comme les moulins et batteuses dans certains villages.

L'égalité de Genre (Gender Equality) : Pour les projets GEN 2 et GEN 3, les documents de politique environnementale ont pris en charge la question de l'égalité de genre dès la conception et la gestion dans le domaine des aires protégées, dans la conduite des processus d'évaluation d'impact environnemental et dans les audiences publiques, ainsi que dans la formulation des programmes et projets. A titre d'exemple, 28,546 producteurs (soit 72.3% de femmes et 27.7% hommes) issus de toutes les régions du pays ont renforcé leur résilience et préserve l'environnement.

Pour les projets GEN 0 et GEN 1, en 2018, le Bureau Pays assure que 23,121 USD ont été alloués pour intégrer et appuyer les questions de promotion du genre dans les textes réglementaires du Parc National de Cantanhez. Il s'agit de renforcer les rôles des femmes dans les organes de gestion existants au niveau des 14 communautés des forêts humides.

Exemples : Les données relatives au nombre de personnes bénéficiant de l'appui du PNUD pour l'amélioration de leurs conditions d'existence, désagrégé par sexe en 2016 – 2017: sont les suivantes : (i) **Nombre de femmes en 2016** : 7000 / 6190 et en **2017** : 7000 / 20633 ; (ii) **Nombre d'hommes en 2016** : 4 500 / 5854 et en **2017** : 5000 / 7907 **(Source : Rapport d'évaluation Finale du projet PNUD Microfinance; Rapport Annuel 2015 du projet IBSA Restauration des Terres ; Rapport 2015 du Projet sponsored CBOs UNDP-GEFSGP. GEF Small Grant Program Progress Report, 2017).**

Tableau 4 : Les dépenses Gender en 2017 (Source ROAR 2017)

Gender Marker	Total Expenditure 2017	% of total expenditure 2017	Total No of Project Outputs
GEN0	\$125,843	12.39%	1
GEN1	\$839,338	82.62%	2
GEN2	\$50,764	5%	2
GEN3	\$0	0%	0

3.2. Effets non escomptés

Les effets suivants non recherchés forcément sont induits par l'intervention du PNUD :

- L'effet DOMINO ou d'entraînement caractérisé par une reprise et une poursuite par d'autres PTF de projets PNUD en fin de phase. Ce qui se traduit par une certaine continuité dans les mêmes villages et auprès des mêmes communautés, gage d'une certaine durabilité (Output 3.2) ;
- L'effet d'assistance : se traduit par une certaine mentalité d'assisté qui résulte souvent d'une approche assez volontariste auprès de communautés habituées à l'encadrement des projets. Elles

sont ainsi peu engagées dans le bénévolat ou la participation financière, limitant souvent d'autant la durabilité de l'intervention. Il s'observe aussi au niveau de certaines administrations dont le financement continu des projets constitue la seule alternative (Output 3.2) ;

- L'effet d'attente (des PTF) : le leadership du PNUD dans le secteur place la plupart des partenaires potentiels en position d'attente et conditionne parfois même leur participation à l'implication du PNUD (Cas notamment de la capitalisation de la FBG – Output 3.1) ;
- L'effet de dupe : s'observe dans les activités peu motivantes pour les communautés, comme la conservation pure, avec une fausse tendance à s'appropriier les activités, alors même que l'on poursuit les mêmes pratiques dégradantes sur les ressources par d'autres voies (Output 3.1) ;

IV - Efficacité du cadre institutionnel de suivi et évaluation

Le cadre actuel de suivi et d'évaluation des projets et programme se caractérise par une faiblesse certaine tant au niveau du GOGB que du Bureau Pays du PNUD. En effet, au niveau du GOGB, il n'y a pratiquement pas d'organes et de mécanismes de suivi – évaluation formalisés au niveau des ministères depuis la disparition d'une structure comme GAPLA du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR). Seuls les projets pourtant rattachés aux institutions nationales disposent de mécanismes de suivi – évaluation du fait qu'il s'agit d'une exigence mandataire des PTF qui est inscrite dans les documents de projet. Le suivi – évaluation par le Gouvernement se résume ainsi souvent aux seuls rapports produits par le projet (PIR, Rapport Annuel, Evaluation à mi – parcours et Evaluation finale) à côté des tournées de suivi par les institutions publiques financées par le projet, donc dont l'objectivité laisse à désirer.

Au niveau du Bureau Pays, si le suivi et l'évaluation des projets sont bien pris en charge conformément aux directives du PNUD et du FEM en la matière, les ressources humaines dédiées à cette tâche font défaut. Au point que le suivi – évaluation substantif ne se fait qu'épisodiquement.

Le suivi – appui des institutions tant nationales que du Bureau pays est donc insuffisant au regard de l'importance du portfolio Développement Durable qui regroupe plusieurs projets complexes intervenant dans des sous – secteurs variés.

V Leçons apprises

Les leçons suivantes ont été apprises :

- **Au plan stratégique** : (i) La durée de vie des projets est relativement faible dans un domaine où la rentabilité des actions se mesure dans le terme : D'où la nécessité de planifier sur des projets à plus long terme, au besoin en phases successives et de bénéficier de financements en cost – sharing pour assurer progressivement la durabilité à travers notamment la relève du PNUD par d'autres PTF et le GOGB ; (ii) Les activités de développement communautaire doivent être intégrées en bonne place dans les programmes et les budgets des projets ; (iii) Il y a une certaine ambiguïté à lever entre les outcomes programme CPD et les outcomes projets et entre outputs projets et outputs programme CPD, d'autant que les projets sont des composantes des programmes. (iv) Les activités de résilience aux CC sont plus appropriées que celles relatives à la conservation. Cela se justifie par le fait que l'adaptation s'appuie davantage sur les activités de production traditionnels plus

intégrées et motivantes que celles liées à la conservation plus restrictives et jusque – là sans rentabilité réelle dans la perception des populations.

- **Au plan opérationnel** : L'efficacité : est fortement dépendante du choix des activités à mener qui doit mettre d'abord l'accent sur l'amélioration de ce qui se fait déjà pour garantir une appropriation rapide et durable fondée sur la motivation ; L'efficience : est influencée aussi par le choix de technologies adaptées au niveau local et répliquables.
- **Au plan de la durabilité** : Le Secteur privé est insuffisamment pris en compte, il est pourtant appelé à jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre des activités, mais aussi leur rentabilisation financière et économique dans une perspective de durabilité. Les ONG sont tout aussi importantes pour assurer la relève de l'encadrement technique des projets, mais dont l'implication apparaît parfois facultative. Ces deux partenaires doivent être associés dès la conception et la mise en œuvre pour déterminer de manière précise leurs rôles et responsabilités.

CONCLUSIONS

L'analyse de l'évolution de l'intervention du PNUD à travers les activités du CPD a permis de s'est faite au travers des critères ci – après :

- **Pertinence** L'intervention du PNUD est pertinente avec un score de 3/4 car elle est alignée sur les politiques et stratégies nationales telles que TERRA RANKA et l'UNDAF et sectorielles des secteurs en lien avec l'environnement et le développement durable ; (ii) elle est conforme aux besoins et aspirations des populations en raison notamment de l'approche participative et interactive utilisée auprès des communautés ; (iii) elle tient compte des objectifs de renforcement des capacités techniques et financières de la Société Civile (ONG). Par contre, le Secteur privé est peu pris en compte, malgré le rôle important qu'il est appelé à jouer à travers les diverses catégories socio – professionnelles intervenant dans l'exploitation des ressources naturelles.
- **Efficacité** : L'intervention est efficace avec un score de 3 /4 car l'essentiel des outputs du CPD sont en cours de réalisation ou déjà atteints. Cela est illustré par la contribution des projets à l'atteinte des deux principaux indicateurs d'effets du CPD qui sont le pourcentage de couverture du territoire en aires protégées qui est déjà atteint passant ainsi de 15 à 26, 3% d'une part et le pourcentage de populations utilisant des techniques de conservation de la biodiversité.
- **Efficience** L'efficience du projet est moyenne. Elle est estimée à 2/4 en raison de certains disfonctionnements qui sont notamment liés à : (i) la mobilisation des **fonds** qui est rendu difficile par des procédures souvent longues et lourdes retardant ainsi d'autant la réalisation des activités ; (ii) l'**utilisation des fonds** qui a certes permis de réaliser plusieurs activités programmées, mais dont l'efficience peut être discutée en raison notamment des choix techniques et technologiques opérés. C'est notamment le cas avec l'introduction du biogaz, du solaire ou encore de générateurs qui sont relativement coûteux mais faiblement appropriés et disséminés dans les villages ; (iii) une utilisation des fonds assez mitigée avec un bon taux de réalisation de 91 % en 2016 et des dépassements inexpliqués en 2017.
- **Durabilité** : La durabilité a été analysée par rapport aux facteurs combinés. Elle est considérée à ce stade comme moyenne, de l'ordre de 2 / 4 au regard des éléments d'appréciation ci – dessous : (i) **Au niveau financier** : elle est encore faible, en l'absence d'un financement pérenne ; (ii) **Au plan institutionnel, législatif et règlementaire** : la durabilité semble bien assurée avec les activités de renforcement des capacités, la mise en place de mécanismes et de cadres conformes aux

conventions et standards internationaux en matière de développement durable ; (iii) **Dans le domaine Technique et technologique** : la durabilité est assez bien engagée à travers les nombreuses formations appliquées dans les domaines de production et de conservation ; (iv) **Au plan socio – culturel** : La durabilité reste très aléatoire dans ce domaine fortement influencé par les us et coutumes dont le rythme d'évolution est lent et fluctuant. **Au plan socio – économique**: La durabilité est encore faible du fait de l'insuffisante appropriation des activités de conservation par les communautés riveraines des aires protégées en l'absence ou l'insuffisance d'alternatives économiques plus rentables.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes sont formulées pour améliorer la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité des effets du CPD dans le secteur du développement durable en particulier et du développement en général. Elles permettront d'opérationnaliser la théorie du changement et de consolider et d'étendre les effets du changement.

- **Au plan conceptuel et stratégique** : Il faut opérationnaliser la théorie du changement à travers : (i) L'articulation étroite entre les activités de conservation et de production. Le projet Micro – FEM devra jouer un rôle plus important dans ce domaine, notamment autour des aires protégées. (ii) La formation devra être renforcée, car une fois appropriée, elle est un facteur essentiel de durabilité. (iii) L'appui sur les ONG dont la connaissance du milieu, les ressources propres et le partenariat avec d'autres PTF permettra de consolider et d'étendre les bonnes pratiques par leur mise à l'échelle vers d'autres villages et d'autres régions.
- **Au niveau institutionnel et organisationnel** : Il faut assurer: (i) La formalisation et la dynamisation des organisations communautaires de base et leur mise en réseau; (ii) Le renforcement de la représentation des femmes au sein des bureaux des organisations ; (iii) Le développement de programmes conjoints entre institutions de l'Etat intervenant dans des domaines complémentaires ; (iv) La promotion du Partenariat Public – Privé à l'instar de celui avec les ONG, en raison du rôle essentiel que le Secteur privé est appelé à jouer dans la promotion économique et financière.
- **Dans le domaine technique et technologique** : Les mesures suivantes doivent être envisagées : (i) La systématisation et la modélisation des approches efficaces et des bonnes pratiques pour une mise à l'échelle ; (ii) Une meilleure introduction des innovations à travers une période d'incubation pour faciliter leur appropriation et leur réplication (formation à la maintenance, pièces de rechange, plans d'affaires, appels d'offres, etc.); (iii) L'homologation des normes techniques d'exploitation des ressources ; (iv) La promotion de la recherche – développement de technologies adaptées aux conditions locales; (v) l'établissement d'un lien d'articulation opérationnelle et complémentaire entre les forêts communautaires et les AP ; (v) l'aménagement et la co-gestion des forêts communautaires avec les populations pour limiter ainsi la pression sur les parcs ; (vi) Enfin, l'aménagement pastoral et la gestion des troupeaux pour réduire la promiscuité faune sauvage – bétail domestique source de compétition alimentaire et de contamination.
- **Au plan financier** : Le financement durable passe entre autres par : (i) La fiscalisation à travers des recettes propres aux AP (amendes, ristournes, entrées touristiques, etc) ; (ii) La péréquation par l'octroi de ristournes aux AP de la part des secteurs productifs bénéficiant de leurs supports tels que la pêche, le tourisme, les municipalités, les transports et les communications, etc. ; (iii) les fonds traditionnels comme les trust funds ; (iv) Le paiement de services (redevances) liées à l'utilisation

du parc sans compromettre les objectifs de conservation. A l'inverse, les AP doivent procurer des revenus aux communautés et aux collectivités territoriales riveraines pour une meilleure appropriation et implication dans la protection. Ainsi, IBAP, les projets ou la Fondation Bioguinée doivent mettre en place « Un Fonds de Garantie de la Conservation » pour promouvoir auprès des populations et du Secteur privé la valorisation économique des activités de conservation. Elle doit devenir une activité rentable au même titre que la production. selon le slogan : « **CONSERVER EN PRODUISANT ET PRODUIRE EN CONSERVANT** ».

- **Au niveau psycho - sociologique** : Pour une meilleure appropriation des activités par les populations, il est utile de combiner les approches communautaire, collective et individuelle à travers la démarche suivante : (i) L'approche communautaire pour impliquer toute la communauté, (ii) puis la collectivisation (approche économique et partenariale) et (iii) enfin la promotion du développement personnel (changement global et durable de comportement).
- **Dans le domaine socio – économique** : Pour intégrer la conservation et la production : (i) Des études seront réalisées par filière et chaîne de valeur dans les principales activités de production en rapport avec la conservation ; (ii) Ensuite, des projets pilotes seront développés dans les filières considérées ; (iii) Enfin les Activités Génératrices de Revenu (AGR) liées à la conservation ainsi testées seront disséminées pour développer des emplois et accroître des revenus.
- **Au plan information éducation et communication** : (i) Un plan et un programme IEC de communication institutionnelle, éducative et sociale seront développés avec les médias et le canaux locaux pour disséminer les bonnes pratiques ; (ii) Un programme de formation des femmes entrepreneures en concertation avec ONUFEMMES sera développé pour promouvoir des « femmes championnes » dans certains secteurs clés où elles sont très actives comme l'élevage, gage du renforcement de leur statut économique et par suite de leur statut social.

ANNEXES

1. Termes De Référence : Extrait

OUTCOME EVALUATIONS

Job Title: International Consultant	Outcome 1: State institutions, including in the areas of defense, security, and justice, consolidate stability and the rule of law, democratic participation, and equitable access to opportunities for all;
Job Title International Consultant	Outcome 2: Economic growth is inclusive and sustainable, promoting poverty reduction, decent work, food security, and the structural transformation of the economy;
Job Title: International Consultant	Outcome 4: Public institutions, civil society organizations, and the private sector promote the preservation and development of biodiversity, and the prevention and management of disaster risks
Duty station	Guinee-Bissau
Expected starting data	Immediate
Duration of assignment	30 days for each Consultant.
Expected completion date	5 October 2018

1. Background and Context

Background

According to the evaluation plan of UNDP Guinea-Bissau, three outcome evaluations are to be conducted to assess the contributions of the UNDP's development interventions results regarding to rule of law and democratic governance, inclusive and sustainable growth and promotion, preservation and development of diversity, under the current CPD (2016-2020). Since 2016, UNDP is engaged to contribute to achieving the following three UNDAF outcomes:

Outcome 1: State institutions, including in the areas of defense, security, and justice, consolidate stability and the rule of law, democratic participation, and equitable access to opportunities for all; Outcome 2: Economic growth is inclusive and sustainable, promoting poverty reduction, decent work, food security, and the structural transformation of the economy; and Outcome 4: Public institutions, civil society organizations, and the private sector promote the preservation and development of biodiversity, and the prevention and management of disaster risks. This Outcome 4 is the same as Outcome 3 in CPD.

These outcomes are linked to three outcomes of the UNDP strategic plan, 2014-2017. The first is aligned with its Outcome 2. Citizen expectations for voice, development, the rule of law and

accountability are met by stronger systems of democratic governance, the second is aligned with Outcome 1 - Growth and development are inclusive and sustainable, incorporating productive capacities that create employment and livelihoods for the poor and excluded , and the third with Outcome 5 - Countries are able to reduce the likelihood of conflict and lower the risk of natural disasters, including from climate change.

In order to contribute to these, UNDP is supporting the Government of Guinea-Bissau by executing the following Country Program Outputs: Output 1.1 - The NPA's capacities are strengthened in the areas of representation, legislation, control, and supervision of the government's actions that take into account a gender perspective, Output 1.2 - Electoral management bodies have the capacities to ensure effective, transparent, credible and participatory electoral processes that are gender-sensitive ; Output 1.3 - The legal system has the institutional framework and the operational capacities and abilities required to combat impunity and respond to the community in terms of compliance with human rights. and Output 1.4 - Public institutions and civil society organizations have the capacity to budget, define a gender-responsive management framework, and implement policies that address the public's priorities under the Outcome 1; Output 2.1 - Economic governance and management institutions have the capacity and tools to formulate, monitor and evaluate strategies and plans, and coordinate development aid. , Output 2.2 - Vulnerable populations, particularly young people and women, benefit from emerging economic opportunities and have access to inclusive financing and markets under the Outcome 2 ; Output 3.1 - National institutions have the capacity to formulate, plan, and implement environmental and natural resource management policies that are gender sensitive , Output 3.2 The populations practice biodiversity preservation and sustainable environmental management techniques ; Output 3.3 - The institutions responsible for managing risks and disasters have normative frameworks that comply with international standards, functional coordinating mechanisms, and skilled human resources under the Outcome 3.

UNDP support is carried out through the implementation of portfolio of projects and actions aiming at reform of the justice, modernization of the State, strengthening of democratic institutions, as well as promotion of inclusive economic development, the sustainable management of natural resources, and high-quality basic services. The implementation of these projects and actions is conducted considering the UNDP guiding principle of national ownership and inclusive approach. The main UNDP development partners are public and private institutions and CSO including the parliament, government ministries of justice, economy and finance, environment, biodiversity institute, youth institute and others. Recognizing the comparative advantage of UNDP in those sectors, and the trust built through electoral support, key development partners such as the African Development Bank (AfDB) and the European Union have been channeling resources to those sectors through UNDP. GEF is also the key UNDP partner in the country.

Within this back ground, the Outcome Evaluations is expected to demonstrate whether, why and how the outcome has been accomplished and the contribution of the UNDP to a change in the development condition of the country, after two years of project and actions implementations. Further, the evaluations should show improvements that could be recommended for use in the next coming two years, including lesson learned.

CONTEXT

National

In the present CPD (2016-2020), it is stated that, the development of Guinea-Bissau continues to be hindered by the cyclical political instability impacting on social and economic progress, despite its natural resources and biodiversity endowment. After the 2014 elections, the hope created with a dream of new start, the political instability reinitiated in August 2015 with the dismissal of the elected Government and it continued, despite the efforts made to foster dialogue for reconciliation. The ECOWAS Road Map signed on 10th September 2016 constitutes a hope for political stability until the elections in 2018. The direct consequence of this crisis is the continuous fragility of national institutions in all aspects, including limited means for functioning, demotivated and insecure personnel and high fiduciary risk, which affects absorption capacity and hence the level of delivery.

The socioeconomic situation followed the same footprint. The growth rate decreased in 2017 (5,9%) as compared to 2016 (6,3%). Despite this level of economic growth, the country is heavily dependent on one source of growth, the cashew sector that accounts for about 49% of country's GDP and 90% exports. The country continues to record weak poverty indicators and inefficient and expensive provision of public services. Indeed, 56% of the Bissau-Guinean population is affected by multidimensional poverty (2016 MICS Report in Guinea-Bissau).

It is important to mention also that key partners such as the World Bank, African Development Bank and European Union suspended budget support to the Government as consequence of the crisis, thus reducing resources mobilization opportunities. In this context, UNDP country office has emerged as a partner of choice in supporting the government in strengthening the rule of law, democratic governance and biodiversity preservation.

Sustainable development context

Under Outcome 3, With UNDP support, the Government Guinea-Bissau has significantly improved its legal basis to enforce keys environmental laws that contribute to environment management, protection and financing, encourage sustainable investments and business, transparency and accountability in decision making with the adoption and promulgation of a package of 11 legal texts on environmental inspection, auditing, fund management, investments licensing, public participation, and terrestrial protected areas classification and creation.

In 2017, Five new in-land biodiversity protected areas were created (Boé National Park, Dulombi National Park, Corridor of Tchetché, Salifo-Xitole Corridor, Cuntabane-Quebo Corridor, adding to 15 the existing protected area under improved management, all in humid zones and this was achieved with UNDP support. These new created areas summed up 406,556 hectares.

In addition, toward the capitalization of trust fund "Bioguinea Foundation", 3 million euros were raised from donors, from which 2.3 million for the endowment capital and some additional seed funds for financing of sustainable projects and REDD+ project preparation to support nature conservation efforts.

Seeking to promote a sustainable tourism, with UNDP and WTO support, Government of Guinea-Bissau initiated the formulation of the Tourism Sustainable Development Strategy and Action Plan,

and the Hotel Classification System. At community level, with UNDP support 28,636 producers (72.3% females) from 46 villages supported by 63 NGOs/CBOs have acquired skills and competences to cope with climate change effects and earn revenues ranging from 2,100 to 354,479 XOF per capita per season, prevent 807.05 ha of holy forests from illegal logging, restore degraded lands with 2,500 endemic forest species and access to clean energy (solar and biogas) by 850 households

Evaluation Purpose

These evaluations are commissioned to capture and demonstrate evaluative evidence of its contributions to outcome results referred above as articulated in both the UN Development Assistance Framework (UNDAF) and UNDP country program document (CPD). It will be carried out within the overall provisions contained in the UNDP Evaluation Policy and conducted in fulfilment of UNDP regulations and rules guiding outcome evaluations.

The purpose of this evaluation to be conducted in 2018 is to review the progress in the achievement of the envisaged outcome results and re-alignment of CPD objectives with those of the new UNDP Strategic Plan 2018-2021. It is also anticipated that the evaluation will outline lessons learned and recommendations which will be useful in contributing to the growing body of knowledge and future projects in support of the decision and policy making of the partners. The evaluation will serve as an important accountability function, providing national stakeholders and partners in Guinea Bissau with an impartial assessment of the results including gender equality results of the areas of intervention

The UNCT is planning to conduct mid-term evaluation of UNDAF 2016-2020 and the outcome evaluations is a good opportunity to feed the UNDAF mid-term evaluation.

2. Evaluation Scope and Objectives

These outcome evaluations will cover the period 2016 – 2017 and will be conducted from September 2018 to October 2018, highlighting the key lessons learned to provide informed guidance to future support to the respective program areas. More specifically, this evaluation will

- I) assess progress towards the achievement of the outcomes 1, 2 and 3 mentioned above
- II) analyze the exogenous factors (political, sociological, economic, etc.) that could have affected the outcomes attainment in a positive or negative way;
- III) analyze the relevance of the expected outcomes in relation to the context and needs of the country;
- IV) evaluate the fundamental contributions of UNDP to progress towards the achievement of the outcomes including analysis of strategic positioning of UNDP support to Guinea-Bissau in adding value to the evolving national priorities and development context;
- V) assess the sustainability of the expected outcomes (skills transfer, institutional strengthening, support for recurrent costs, ownership of change by beneficiaries, etc.);
- VI) quantify, as far as possible, the outcomes achieved in terms of rule of law and democratic governance, poverty alleviation and protection of natural resources, particularly on the increase of activities and incomes, the satisfaction of basic needs and the improvement of living conditions, building the capacity of local actors and improving the quality of services;

- VII) assess the partnership strategy to achieve the outcomes in terms of quality and volume of funding mobilized, as well as the arrangements made for reporting;
- VIII) assess the relevance of monitoring and evaluation indicators and their adaptation to the measurement of outcomes;
- IX) assess the validity and relevance of risks and assumptions identified;
- X) assess the resources mobilization and partnerships strategies and achievement against the set targets and further prospects;

These assessments should also look beyond the immediate outcomes on long-term expected impacts and consider the unintended outcomes that could have been brought by UNDP interventions. The results of the evaluation should provide guidance for the future actions and reorienting or readjusting the approach for more and better results.

3. Evaluation Criteria & Questions

The evaluations should result in a report that highlights the elements necessary for an objective assessment of the contribution of UNDP to the achievement of the outcomes. The key criteria for this results-based outcome evaluations will be:

The **relevance** of UNDP interventions in Guinea Bissau in relation to its mandate on the one hand and national priorities on the other;

- To what extent is UNDP's engagement in these outcome areas support a reflection of strategic considerations, including UNDP's role in the development context in country and its comparative advantage vis-a-vis other partners?
- Are the intended outputs and outcomes aligned with the key development strategies of the country?
- Are they consistent with human development needs of the country and the intended beneficiaries?
- Do the outputs and outcome address the specific development challenges of the country and the intended beneficiaries? Were there any unintended consequences (positive or negative) that have implications to the development goals of the country?
- To what extent has UNDP selected method of delivery been appropriate to the development context?
- Has UNDP been influential in country debates/dialogues on these issues and has it influenced country policies and reforms?
- To what extent have UN reforms influenced UNDP support to the Country in these sectors?

Effectiveness in positioning UNDP programs to achieve the expected results;

- Were the stated outputs achieved? Did they contribute to the stated outcomes? What are the key development and advisory contributions that UNDP has made/is making towards the outcomes, if any?
- If not fully achieved, was there any progress? If so, what level of progress towards outcomes has been made as measured by the outcome indicators presented in the results framework. What evidence is there that UNDP support has contributed towards an improvement in capacity, including institutional strengthening?

- Has UNDP worked effectively with UN Agencies and other international partners to deliver services?
- How effective has UNDP been in partnering with civil society (where applicable) and the private sector to promote these outcomes in the country?
- To what extent has the project supported domestication of key Global & Regional frameworks, experiences and international best practices through national development plans and strategies?
- Has UNDP utilized innovative techniques and best practices in its programming in these sectors?
- Taking into account the technical capacity and institutional arrangements of the UNDP, is UNDP well suited to providing these support to the country?
- What contributing factors and impediments enhance or impede UNDP performance in these outcome areas?

Efficiency in terms of implementation capacity but also resource mobilization (adaptation of means and activities to the effects to be achieved), the proper use of these resources and partnership with other stakeholders;

- Are UNDP approaches, resources, models, conceptual framework relevant to achieve the planned outcome? Are they sufficiently sensitive to the political and development constraints of the region (political instability, post crisis situations, etc)?
- Has UNDP's strategy and execution in these outcome areas been efficient and cost effective?
- Has there been an economical use of financial and human resources?
- Are the monitoring and evaluation systems that UNDP has in place helping to ensure that program outcomes are managed efficiently and effectively for proper accountability of results?
- Were alternative approaches considered in designing the Projects in these outcome areas?

The **sustainability** of the effects in terms of poverty alleviation, capacity building of national partners and sustainable human development in general.

- What is the likelihood that UNDP interventions in each respective outcome areas are sustainable?
- Were there exit strategies in place for projects under these outcomes?
- What mechanisms have been set in place by UNDP to support the government/ institutional partners to sustain improvements made through these interventions?
- How should these portfolios be enhanced to support central authorities, and partners in improving service delivery over the long term?
- What changes should be made in the current set of partnerships in order to promote long term sustainability?
- How have partnerships affected the progress towards achieving the outputs

The evaluation should also include an assessment of the extent to which program design, implementation and monitoring have taken the following cross cutting issues into consideration.

Human rights

- To what extent have poor and physically challenged, women and other disadvantaged and marginalized groups benefitted from UNDP work in support of outcome areas?

Gender Equality

- To what extent has gender been addressed in the design, implementation and monitoring of interventions? Is gender marker data assigned to projects under the outcomes representative of reality
- To what extent has UNDP support promoted positive changes in gender equality? Were there any unintended effects? Information collected should be checked against data from the RBA Results-oriented Annual Reports (ROAR) during the period under review.

Based on the above analysis, the evaluators are expected to provide overarching conclusions on UNDP results in those areas of support, as well as recommendations on how the UNDP Guinea Bissau could adjust its programming, partnership arrangements, resource mobilization strategies, and capacities to ensure that the respective portfolios fully achieve current planned outcomes and is positioned for sustainable results in the future. The evaluation is additionally expected to offer lessons for UNDP support in country based on this analysis

4. Methodology

The evaluation will be conducted by 3 international consultants and will engage a wide array of stakeholders and beneficiaries, including, governments, CSOs where program or advisory support were provided, academics and subject experts, private sector representatives

The outcome evaluation is expected to take a “theory of change” (TOC) approach to determining causal links between the interventions that UNDP has supported and observed progress in at the country level. The evaluators will develop a logic model of how UNDP interventions are expected to lead to improved national/ local government management and service delivery.

Evidence obtained and used to assess the results of UNDP support should be triangulated from a variety of sources, including verifiable data on indicator achievement, existing reports, and technical papers, stakeholder interviews, focus groups, surveys and site visits.

The following steps in data collection are anticipated but not limited to the following:

Desk reviews: The evaluation team will collect and review all relevant documentation, including the following: i) UNDAF, Country Program Document ii) project documents and activity reports; iii) past evaluation reports; iv) deliverables from the country program activities, e.g. published reports and training materials; v) client surveys on support services provided to government institutions and offices; vi) country office reports; vii) UNDP’s corporate strategies and reports; and viii) government publications etc..

Stakeholder interviews: The evaluation team will conduct face-to-face interviews with relevant stakeholders, including: i) UNDP staff (managers and program/project officers) at the Country Office;

and ii) government partners both at central and local level policy, beneficiary groups and donors. UN agencies working to contribute to the same outcome. Focus groups may be organized as appropriate.

Field visits: The evaluation team will visit selected program sites to observe first-hand progress and achievements made to date and to collect best practices/ lessons learned. A case study approach will be used to identify and highlight issues that can be further investigated across the program

5. Evaluation Products (Deliverables)

The main products of this evaluation are:

Product 1 - Inception Report: One week after contract signing, the evaluation manager will produce an inception report containing the proposed theory of change for UNDPs work. The inception report will include the evaluation matrix (Annex 4) summarizing the evaluation design, methodology, evaluation questions, key informants, data sources and collection analysis tools for each data source and the measure by which each question will be evaluated. This report must also include a detailed program of the tasks, activities and services of each member of the team who will be responsible for it. The inception report provides the program unit, the evaluators and government with the opportunity to verify that they share the same understanding about the evaluation and clarify any misunderstanding at the outset.

Product 2 - Draft evaluation report: The draft evaluation report will be shared with stakeholders and management and presented in a validation workshop, which PMSU will organize. Feedback received from these sessions should be taken into account when preparing the final report.

Product 3 - Final Evaluation Report: The team will finalize the report including a French or English summary and all attached documents taking into account comments and suggestions made by UNDP and program partners. The report should contain a lesson learned section detailing facets of the outcome areas implemented by Country Office.

Product 4 - A PowerPoint presentation summarizing the main findings, recommendations and lessons to be presented to UNDP and the meeting with key stakeholders.

2. Guide d'Entretien Semi – structuré

I - Connaissance des interventions du PNUD

1.1 - Quelles sont les interventions du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans votre Ministère ou votre Institution ?

1.2 - Quels sont les objectifs et les changements attendus de ces interventions ?

1.3 - Votre ministère ou votre institution avait-il participé à la conception de ces interventions ?

1. Contexte

- Nom et nature des programmes menés

- Durée (période) de mise en œuvre
- Parties prenantes et leurs rôles et responsabilités
- Sites d'intervention
- Bénéficiaires
- Résultats attendus (Outcome et Outputs)
- Encours du programme (Non démarré, arrêté, En cours...).

➤ Appropriation de la conception

II - Pertinence

II.1 - Ces interventions répondent-elles à vos priorités de votre ministère ou votre institution ? Pourquoi ?

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

Votre note : ____

II.2 - Ces interventions répondent elles aux besoins spécifiques des populations bénéficiaires de vos services ? Mais particulièrement par rapport à l'égalité entre hommes et femmes, et égalité entre les jeunes?

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

- Votre note : ____

2. Pertinence des interventions

- Alignement aux politiques et stratégies nationales (Terra Ranka)
- Ancrage sur les politiques sectorielles / Développement durable (Ministères Environnement et Economie)
- Réponse aux besoins et aspirations des populations locales
- Réponse aux attentes du Secteur privé et de la Société civile (ONG)
- Conformité vis-à-vis des conventions et des standards internationaux auxquels le pays a souscrit.
- Conformité par rapport aux orientations du SNU et du PNUD en particulier.

III - Efficacité

III.1 - Pensez-vous que les interventions du PNUD ont atteint les objectifs ou les résultats escomptés ou encore sont-elles dans la bonne direction pour l'atteinte des objectifs ou des résultats escomptés ? Pourquoi et de quelle manière ?

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

Votre note : ____

III.2 - Pensez-vous que les interventions du PNUD ont induit ou sont en train d'induire des changements positifs et significatifs dans votre Ministère ou votre institution ?

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

Votre note : ____

Si oui, lesquels :

Donner des exemples :

Y-a-t-il eu des changements importants dans votre Min/institution qui ne soient pas dus aux interventions du PNUD : Oui / Non

Lesquels (et dus à qui ?)

Positifs :

Négatifs :

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

III.3 - Pensez-vous que les interventions du PNUD bénéficient aux hommes, aux femmes, aux jeunes et aux personnes vulnérables ? égalité des sexes ?

Votre note : __

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

III.4 - La population a-t-elle pu constater les changements dans les services qui leur sont rendus ?

Votre note : __

III.5 – Le PNUD a-t-il inclus tous les partenaires pertinents pour l'atteinte des objectifs ? Si non, quels sont les acteurs qui n'ont pas été associés ?

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

Votre note : __

3. Efficacité des interventions (Résultats attendus).

A) Niveau global

B) Niveau sectoriel

3.1. Output 1

- Activités
- Acquis
- Bénéficiaires (Institutions – Populations (homme, femmes, enfants))
- Insuffisances

- Difficultés et contraintes
- Changements induits positifs et négatifs
- Durabilité des changements
- Perspectives : progrès vers la réalisation de l'effet spécifique / Contribution à l'effet global du CPD

3.2. Output 2

- Activités
- Acquis
- Bénéficiaires (Institutions – Populations (homme, femmes, enfants))
- Insuffisances
- Difficultés et contraintes
- Changements induits positifs et négatifs
- Durabilité des changements
- Perspectives : Perspectives : progrès vers la réalisation de l'effet spécifique / Contribution à l'effet global du CPD

3.3. Output 3

- Activités
- Acquis
- Bénéficiaires (Institutions – Populations (homme, femmes, enfants))
- Insuffisances
- Difficultés et contraintes
- Changements induits positifs et négatifs
- Durabilité des changements
- Perspectives : Perspectives : progrès vers la réalisation de l'effet spécifique / Contribution à l'effet global du CPD.

➤ Appropriation de la mise en œuvre

IV - Efficience

- *IV.1 - Comment appréciez-vous la capacité de gestion du projet par le PNUD ? (et Comment appréciez-vous les ressources allouées par le PNUD aux interventions déployées dans votre Ministère ou votre institution ?)*

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

- Votre note : _____
- *IV.2 – Les ressources sont-elles suffisantes pour l'atteinte des résultats escomptés ?*

- *Si non, pourquoi ?*

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

- *Votre note : __*
- *IV.3 - Comment appréciez-vous l'affectation ou la répartition de ces ressources entre les différentes interventions ? (réaffectation des ressources pour projets prorogés)*

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

- *Votre note : __*
- *IV.4 - Comment appréciez-vous les délais de décaissement des ressources pour la mise en œuvre des interventions ?*

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

- *Votre note : __*

V - Durabilité

V.1 - Les interventions du PNUD sont-elles durables après la fin de leur financement ? Pourquoi ?

Si non, que faudrait-il pour qu'elles le deviennent ?

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

Votre note : __

V.2 - Les interventions du PNUD ont-elles inclus une stratégie de sortie ? Oui / Non

Si oui, laquelle

V.3 - Jusqu'à quel point votre Min/Institution s'est approprié des interventions financées par le PNUD ?

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

Votre note : __

V.4 - Que faudrait-il pour obtenir une plus grande appropriation ?

Avez-vous identifié dans le support du PNUD des bonnes pratiques ? Si oui, lesquelles ?

4. Durabilité des interventions

- Technique
- Institutionnelle
- Financière
- Economique

- Psycho – sociologique : changement d'attitude et de comportement

5. Perspectives d'amélioration des interventions (Recommandations)

- Mesures à prendre
- Actions à entreprendre
- Ressources à mobiliser
- Partenariat à développer

3. Liste des documents consultés

Guiné-Bissau 2025 - Plan Stratégique et Opérationnel 2015-2020

Partnership Framework between Guinea-Bissau and United Nations 2016-2020

Country Programme Document for Guinea-Bissau 2016-2020

UNDP Result Oriented Annual Report (ROAR) for Guinea-Bissau (2016-2017)

Project Documents and Annual Work Plan and progress reports, projects evaluation reports.

Handbook on Planning, Monitoring and Evaluation for Development Results:
<http://web.undp.org/evaluation/guidance.shtml>

UNDP Evaluation Office webpage: <http://web.undp.org/evaluation/>

PRODOCS of 5 projects implemented in Environment sector

PIR of these projects

Many financial documents

Annual reports of projects

Evaluation reports

4. Liste des personnes rencontrées et des institutions visitées

<u>Institutions publiques et personnes ressources</u>	<u>Call</u>	<u>Autres parties prenantes au niveau local</u>	<u>Sites à visiter</u>
<u>Secrétariat d'Etat à l'Environnement</u> <ul style="list-style-type: none"> • DG Environnement • Focal Point FEM • General inspector of Environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Viriato</u> - <u>Raimundo</u> - <u>Guilherme</u> 	<u>POPULATIONS LOCALES DES SITES VISITES (Gabu, Bafata, Cacheu)</u>	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Retention Basins of Pitch (Gabu)</u> • <u>Mini – barrage of Bajocounda (Gabu)</u> • <u>National Parks of Boyé and Douloumbi</u>
<u>IBAP</u> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Director</u> 	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Justino</u> - <u>Abilio</u> 	<u>Délégués régionaux de</u>	

<ul style="list-style-type: none"> • <u>Program Manager</u> • <u>Executive Secretary of Bio – Guinea Foundation</u> 	- <u>Fenosoa/Mamadu</u>	<u>l'Elevage et de l'Agriculture</u>	
<u>IUCN</u> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Coordinator</u> 	- <u>Jean Louis Sanka</u>	<u>Directors of National Parks of BOYE and DOULOUMBI</u>	
<u>Environmental Authority of AAAC (Mr Biagui)</u>	- <u>Mario Biague</u>		
<u>Ministère Interieur</u> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Direction de la Sécurité Publique (Risques et catastrophes)</u> 	- <u>Alsau</u>		
<u>IMPA</u> <ul style="list-style-type: none"> • <u>General Director</u> • <u>Simon (EX DG)</u> 	- <u>Simao 955905918</u>		
<u>GENIE RURAL</u> <ul style="list-style-type: none"> • <u>General Director</u> 			
<u>ELEVAGE</u> <ul style="list-style-type: none"> • <u>DG</u> 	- <u>Bernardo Cassama 955905999</u>		
<u>HYDRAULIQUE (Ministère de l'Energie et des ressources naturelles)</u> <ul style="list-style-type: none"> • <u>DG des ressources en eau</u> 			
<u>AGRICULTURE</u> <ul style="list-style-type: none"> • <u>DG</u> 	- <u>Carlos Amarante 955114346/966842838</u>		
<u>FORESTERIE</u> <ul style="list-style-type: none"> • <u>DG</u> 	- <u>Augusto Cabi 955727780</u>		
<u>PNUD</u> <ul style="list-style-type: none"> • <u>TEAM LEADER CLUSTER Sustainable Development</u> • <u>National Coordinator of Small Grants Programme</u> 			
<u>Secrétariat d'Etat aux Transports et communications</u> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Directeur Météorologie</u> 	- <u>Lona 966652895</u>		
<u>Ministère de l'Economie, du Plan</u> <ul style="list-style-type: none"> • <u>DG Planification</u> 	- <u>Malam 955400808</u>		